

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/85
19 novembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 23 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux résolutions 1334 (XLIV) et 1986/35 du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1968 et du 23 mai 1986 respectivement, et aux décisions 1978/21 et 1987/102 du Conseil, en date du 5 mai 1978 et du 6 février 1987 respectivement, la Commission des droits de l'homme a élu au scrutin secret, à sa quarante-quatrième session (39ème séance, 29 février 1988), les 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités parmi les experts dont les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient proposé la candidature sur la base suivante : a) sept membres parmi les Etats d'Afrique; b) cinq membres parmi les Etats d'Asie; c) trois membres parmi les Etats d'Europe orientale; d) cinq membres parmi les Etats d'Amérique latine; e) six membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

2. Conformément à la résolution 1986/35 du Conseil, les membres de la Sous-Commission sont élus pour un mandat de quatre ans et l'élection de la moitié d'entre eux et, le cas échéant, de leurs suppléants a lieu tous les deux ans. Le Président de la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme a procédé à un tirage au sort pour choisir les membres et, le cas échéant, leurs suppléants dont le mandat expirera au bout de deux ans sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

GE.93-85673 (F)

3. En 1990 et 1992, le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme, à ses quarante-sixième et quarante-huitième sessions, a élu les nouveaux membres de la Sous-Commission et leurs suppléants 1/.

4. La liste des membres actuels de la Sous-Commission est présentée à l'annexe II.

5. Le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa cinquantième session, à élire de nouveau des membres de la Sous-Commission et leurs suppléants sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

6. Par sa résolution 1993/28, du 5 mars 1993, la Commission des droits de l'homme a invité les Etats à proposer comme membres et suppléants des candidats répondant aux critères exigés des experts indépendants qui, dans l'exercice de leurs fonctions de membre de la Sous-Commission, doivent se comporter comme tels, et à respecter pleinement l'indépendance des membres élus. Dans sa résolution 1987/32, du 4 septembre 1987, la Sous-Commission a recommandé à la Commission des droits de l'homme de s'efforcer d'amener tous les gouvernements à désigner davantage de femmes pour être élues à la Sous-Commission.

7. En ce qui concerne la désignation des suppléants, le Conseil économique et social a décidé, dans sa résolution 1983/32, que :

"... nonobstant le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, les règles suivantes s'appliqueront désormais à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :

a) Lors de la désignation d'un candidat à un siège à la Sous-Commission, il est loisible de désigner en même temps un expert de la même nationalité qui sera élu simultanément avec lui et pourra le suppléer temporairement dans ses fonctions en cas d'empêchement;

b) Les qualifications requises sont les mêmes pour les suppléants que pour les membres;

c) Est seul habilité à suppléer un membre dans ses fonctions l'expert qui a été élu suppléant, conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus."

1/ Voir les rapports de la Commission des droits de l'homme sur sa quarante-sixième session (E/1990/22 - E/CN.4/1990/94, chapitre XXV) et sur sa quarante-huitième session (E/1992/22 - E/CN.4/1992/84, chapitre XXIII).

8. A la date du 16 novembre 1993, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission des pays suivants : Argentine, Belize, Bénin, Brésil, Cameroun, Chili, Chine, Equateur, France, Grèce, Hongrie, Mali, Mexique, Nigéria, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Sénégal et Soudan.

9. Les autres communications et propositions de candidature qui seront reçues de gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

10. On trouvera ci-après la liste des propositions de candidature reçues des gouvernements à ce jour; le curriculum vitae des candidats est présenté dans l'annexe I.

Etats d'Afrique

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Bénin	Mme Facia Constance */	Mme Hounsinou Victorine */
Cameroun	Mme Lucy Gawnmesia	M. Pierre Sob
Mali	M. Daniel Amagoin Tessougué	
Nigéria	Mme Judith Sefi Attah	Mme Mbonu Christy Ezim
Sénégal	M. El-Hadji Guissé	M. Ndary Toure */
Soudan	M. Abdalla Idris Mohamed	

Etats d'Asie

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Chine	M. Fan Guoxiang	M. Zhong Shukong
Philippines	M. Sedfrey Ordonez	M. Hesiquio Mallillin

Etats d'Europe orientale

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Hongrie	M. Gáspár Bíró	
Fédération de Russie	M. Stanislav Tchernitchenko	M. Teimouraz Ramichvili

Etats d'Amérique latine

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Argentine	M. Leandro Despouy	Mme Zelmira Regazzoli */
Belize	M. Edward A. Laing	
Brésil	M. José Augusto Lindgren Alves	Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves
Chili	M. José Bengoa	M. Mario Ibarra */
Equateur	M. José Ayala Lasso	M. Carlos Larreátegui Nardi
Mexique	M. Miguel Limón Rojas	M. Héctor Fix Zamudio

Etats d'Europe
occidentale et
autres Etats

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
France	M. Louis Joinet	M. Emmanuel Decaux
Grèce	Mme Erica-Irène Daes	Mme Julia Iliopoulos- Strangas */
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mme Claire Palley	M. John Merrills

*/ Le curriculum vitae, qui n'a pas encore été communiqué au Secrétariat, sera publié sous forme d'additif au présent document.

Annexe ICURRICULUM VITAE

Mme LUCY GWANMESIA (expert)
(Candidature proposée par le Gouvernement camerounais)

Nom : Gwanmesia, née Doh, Lucy

Date et lieu de naissance : 26 novembre 1941 à Buéa (Cameroun)

Nationalité : Camerounaise

Situation de famille : Mariée, mère de cinq enfants

Profil académique :

- | | |
|------|---|
| 1961 | Baccalauréat, première partie, Reine du Holy Rosary College, à Manfe (Cameroun) |
| 1963 | Baccalauréat, deuxième partie, Reine du Holy Rosary College, à Onitsha (Nigéria) |
| 1969 | Licence de droit, Université de Lagos (Nigéria) |
| 1970 | Diplôme de magistrat, Ecole nationale d'administration et de magistrature, Yaoundé (Cameroun) |

Expérience professionnelle :

Dans la magistrature

- | | |
|------|--|
| 1970 | Intégration dans le corps de la magistrature
Procureur de la République (Buéa) |
| 1971 | Présidente du tribunal (Victoria) |
| 1974 | Présidente des tribunaux de première instance de Buéa et de Muyuka |
| 1975 | Accède au 2ème grade de la magistrature

Chef du Service de la législation et de la codification
au Ministère de la justice à Yaoundé |
| 1977 | Vice-Présidente de la Cour d'appel de Buéa, et juge
à la Haute Cour de Buéa |
| 1979 | Accède au 3ème grade de la magistrature |
| 1983 | Directeur adjoint du contrôle des professions judiciaires |
| 1985 | Accède au 4ème grade de la magistrature |

1988 Juge à la Cour suprême du Cameroun

Depuis 1975, professeur à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature.

Depuis 1985 :

Membre du Comité consultatif pour le progrès de la femme au Cameroun

Membre de la Commission de la révision de la loi pénale

Depuis 1992 :

Membre et Secrétaire général adjoint du Comité national des droits de l'homme et des libertés

Membre de la Commission nationale de supervision des élections du 1er mars 1992

Participation à des rencontres internationales :

1977 Conférence de l'OIT sur le droit du travail pour les magistrats d'expression française, à Genève

1987 Quatre mois de stage international en droit international et procédure légale, à l'Institut des hautes études, Universités de Londres, de Manchester, d'Oxford, d'Amsterdam et de La Haye

1990 Janvier-février : programme d'études pour étrangers : le système de justice criminelle aux Etats-Unis

Conférence de la Société internationale pour la réforme du droit pénal

10-17 avril : Chef de la délégation chargée de la défense du rapport du Cameroun devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à Genève

1992 Juillet-août : stage international sur les droits de l'homme à Genève et Strasbourg

Membre des associations suivantes :

- Association des femmes magistrates du Cameroun, Présidente
- Amicale des épouses des magistrats du Cameroun, Présidente
- Cameroon National Prayer Breakfast, membre du Bureau exécutif

Langues :

Parle et écrit l'anglais et le français

Mr. PIERRE SOB (suppléant)
(Candidature proposée par le Gouvernement camerounais)

Nom et prénom : Sob, Pierre

Date de naissance : 19 mai 1952

Lieu de naissance : Dschang (Cameroun)

Situation de famille : Marié, père de quatre enfants

Etablissements fréquentés :

Lycée bilingue de Buéa (Cameroun) (1965-1972)

Université de Yaoundé : Faculté de droit et de sciences économiques
(1973-1977)

Institut des relations internationales du Cameroun (1977-1979),
Major au concours d'entrée

Columbia University, School of Law (1991) en vue d'une maîtrise

Université de Genève, Faculté de droit (1993) en vue d'un doctorat
en droits de l'homme

Diplômes obtenus :

Brevet d'études du premier cycle

Examen probatoire, série A4 (espagnol)

Baccalauréat, série A4 (mention AB)

Licence en droit et sciences économiques (mention AB)

Doctorat de 3ème cycle en relations internationales, option droit
économique international (mention bien à la soutenance)

Principaux écrits non publiés :

"A socio-political survey of self-reliant development in Cameroon",
Mémoire de licence en droit et sciences économiques, 110 pages, Yaoundé,
polygraphié, juin 1977

"Le statut juridique des investissements privés étrangers au Cameroun",
thèse de doctorat de 3ème cycle, 220 pages, Yaoundé, polygraphié,
juin 1979

Entrée au Ministère des relations extérieures : juillet 1979

Intégration au grade de Secrétaire des affaires étrangères, 2ème classe, 2ème échelon

Fonctions occupées :

Au plan national

Chef du Service des accords et traités au Ministère des relations extérieures (1981-1982)

Attaché au Cabinet du Président de la République (1982-1991)

Conseiller pour les affaires humanitaires, le désarmement et chargé de l'inspection des postes diplomatiques et consulaires

Premier Conseiller à la Mission permanente du Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (depuis août 1991)

Au plan international

Expert, membre du Comité permanent de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) chargé de préparer la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique de l'Afrique

Coordonnateur du Groupe africain de New York pour les questions de désarmement et de sécurité (1987)

Rapporteur général de la Conférence sur la promotion de la confiance, la sécurité et le désarmement dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (1988-1990)

Expert, membre du Groupe de travail chargé de l'établissement du Comité consultatif permanent pour les questions de sécurité en Afrique centrale (août 1992)

Coordonnateur du Groupe africain chargé de la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1992)

Président du Groupe de travail africain chargé de la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993)

Rapporteur général adjoint de la Réunion de concertation des pays francophones, préparatoire à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Libreville, mai 1993)

Expérience professionnelle :

Coordination des réunions interministérielles au niveau des experts dans les domaines relevant de sa compétence au Cabinet

Conduite des négociations :

en vue de la conclusion d'accords de coopération avec plusieurs pays occidentaux, l'établissement de la base d'accords de siège avec les organisations internationales, la conclusion d'accords de frontières avec les pays voisins

en vue du suivi de la mise en oeuvre des engagements conventionnels souscrits par le gouvernement (1979-1981)

Membre de la suite officielle du Chef de l'Etat en qualité d'hôte de marque (1982-1989)

Membre des délégations camerounaises aux rencontres suivantes :

Conférences ministérielles et sommets de l'OUA (1980-1991)

Sommets du Mouvement des pays non alignés à New Delhi (1983), Harare (1986) et Belgrade (1989)

Assemblée générale des Nations Unies (1980-1990)

Commission du désarmement à New-York

Conférence du désarmement à Genève (1983-1991)

Conférences diplomatiques

Réunions organisées par le Centre pour les droits de l'homme, notamment les Comités préparatoires à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, le Comité contre la torture, la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le Comité des droits de l'homme et plusieurs groupes de travail (1991-1993)

Assemblées mondiales de la santé (1992-1993)

Comité exécutif du programme du Haut Commissaire (1992-1993)

Organes directeurs de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (1992-1993)

Session de fond du Conseil économique et social à Genève (1993)

Consultant international (désarmement, règlement des différends nés des investissements)

Distinctions honorifiques :

Palme d'Or de la Couronne (Belgique) (1981)
Chevalier "Order of Niger" (Nigéria) (1982)
Officier de la Légion d'honneur (France) (1983)

Langues :

Bonne connaissance de l'anglais et du français; quelques notions
d'espagnol

Pays visités : 94 pays sur les cinq continents

M. DANIEL AMAGOIN TESSOUGUE (expert)
(Candidature proposée par le Gouvernement malien)

M. Daniel Amagoïn Tessougué est né le 10 décembre 1958 à Sangha (République du Mali).

Après des études de lettres et de philosophie, il obtient le baccalauréat avec la mention assez bien.

Il fait des études de droit à l'Ecole nationale d'administration du Mali et obtient la maîtrise en droit avec la mention bien.

Il fait deux ans d'études à l'Institut national de formation judiciaire, où il obtient le diplôme de magistrat avec la mention très bien.

M. Daniel Amagoïn Tessougué a occupé les fonctions de :

Juge d'instruction au tribunal de première instance de Ségou, de 1987 à 1990;

Juge au siège, Président du tribunal du travail de Gao, en 1990-1991;

Substitut du Procureur de la République à Bamako, de 1991 à 1993;

Depuis 1993, il occupe les fonctions de conseiller technique au Ministère chargé de la justice.

Il est titulaire d'un certificat de théologie chrétienne.

M. Tessougué est aussi Secrétaire général du Syndicat autonome de la magistrature.

Il a suivi une formation en droit international du développement à l'Institut international du droit du développement à Rome.

Il est marié et père d'un enfant.

Mme JUDITH SEFI ATTAH (expert)
(Candidature proposée par le Gouvernement nigérian)

Date de naissance : 14 juillet 1933

Lieu de naissance : Okene, Etat de Kogi (Nigéria)

Nationalité : Nigériane

Situation de famille : Divorcée, mère de trois filles

Etudes :

Achimota School, à Accra (Ghana)
Aburi Girls' School (Ghana) de 1939 à 1946
St. Theresa's College, à Ibadan, de 1947 à 1951

Etudes supérieures :

University College, à Dublin, licence de géographie et d'histoire,
de 1954 à 1957

University of Reading (Angleterre) : diplôme d'études supérieures en
éducation, en 1957-1958

Autres études universitaires supérieures :

Trois mois de stage au titre du Commonwealth visitors in Education Award
en Australie, en 1971

Stage d'administration, University of Pittsburg (Etats-Unis d'Amérique)
pendant trois mois

Expérience professionnelle :

Enseignante à la Native Authority Primary School, de 1951 à 1953, puis à
la Queen Elizabeth School, à Ilorin, en 1958-1959

Directrice de la Provincial Girls' School, à Yola, en 1960-1961, puis de
l'Ecole secondaire publique de filles, à Kano, en 1962-1963

Administration dans l'enseignement :

- a) Administratrice principale pour l'éducation des femmes dans
la région du Nord, à Kaduna, de 1964 à 1968
- b) Conseillère adjointe au Département de la formation
pédagogique (Service fédéral)
- c) Conseillère, puis directrice adjointe au Département de la
formation pédagogique, de 1971 à 1976

- d) Directrice du Département de l'enseignement supérieur, de 1976 à 1982
- e) Représentante permanente du Nigéria auprès de l'UNESCO, de 1982 à 1986
- f) Secrétaire permanente au Ministère fédéral des sciences et techniques, en 1986-1987
- g) Ambassadrice/secrétaire permanente, puis Directrice générale au Ministère des affaires extérieures, de 1987 à 1991
- h) Ambassadrice en Italie, en même temps qu'en Grèce et à Chypre depuis 1991

Autres fonctions :

A. Au niveau national

A siégé à des conseils, conseils d'administration, comités, conférences sur la formation pédagogique : Conseil de l'Université d'Ibadan, de 1966 à 1982

Conseil d'administration de l'Hôpital universitaire d'Ibadan, de 1968 à 1972

Conseil d'administration du Conseil des infirmières et sages-femmes du Nigéria, de 1968 à 1978

Conseil d'administration de l'Ecole d'infirmières de l'Université de Lagos, de 1974 à 1978

Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals du Nigéria, de 1973 à 1978

Conseil consultatif national pour les aveugles, de 1969 à 1976

Conseil du Centre ophtalmologique national, de 1979 à 1982

Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale, de 1970 à 1976

Comité consultatif mixte sur l'éducation (Présidente pendant 5 ans), de 1964 à 1982

Conseil des examens pour l'Afrique de l'Ouest, de 1965 à 1982

Conférence sur la politique nationale de l'éducation, membre du Comité de mise en oeuvre, de 1974 à 1977

Séminaire pour la création de nouvelles universités de technologie au Nigéria (à Lagos et Jos), 1981

A siégé dans plusieurs instances traitant de questions comme l'université, l'enseignement polytechnique, les écoles normales, l'enseignement spécialisé, l'éducation des femmes, de 1971 à 1982

B. Au niveau international

A fait partie de l'équipe de représentants du Nigéria lors d'entretiens bilatéraux avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, la Pologne, la Yougoslavie, le Canada, la Roumanie et le Guyana

A participé à la Conférence du Commonwealth sur l'éducation à :

- a) Nairobi, formation pédagogique, 1975
- b) Colombo, Conférence des ministres, 1980
- c) Lesotho, éducation primaire universelle, 1980
- d) Lagos, techniques de l'enseignement, 1981
- e) Delhi, l'enseignement non traditionnel, 1979

A participé à plusieurs conférences de l'UNESCO :

- f) Conférence des ministres africains à Lagos, 1976
- g) Conférence générale à Nairobi, 1976
- h) Conférence internationale de l'éducation à Genève, de 1975 à 1981
- i) Sur les mères qui travaillent et l'enseignement préscolaire, organisée par la Commission nationale, à Lagos en 1982

Conférences sur l'éducation, les sciences et techniques, la culture et l'information, organisées par l'Organisation de l'unité africaine à Maurice, en 1978

Membre de la délégation nigériane aux réunions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, de 1987 à 1991

Membre de la délégation nigériane à la Commission des droits de l'homme, depuis 1987

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, depuis 1987

Décoration : Ordre de la République fédérale, 1983

Mme MBONU CHRISTY EZIM (suppléante)
(Candidature proposée par le Gouvernement nigérian)

Date de naissance : 25 juillet 1959

Lieu de naissance : Jos, Etat du Plateau (République fédérale du Nigéria)

Situation de famille : Mariée

Etudes :

Université d'Ife (devenue Université Obafemi Awolowo) Ile-Ife (Nigéria),
licence de français, 1980

Foreign Service Academy, à Lagos, en 1983

Maîtrise en droit international et diplomatie à l'Université de Lagos
(Nigéria), en 1990

Connaissance des langues étrangères :

Parle et écrit couramment le français et l'anglais, a une assez bonne
connaissance du portugais

Expérience professionnelle :

Service du Protocole au Ministère des affaires étrangères à Lagos,
1981-1982

Département de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord au
Ministère des affaires étrangères à Lagos, 1983-1986

Traductrice/interprète officieuse du Ministre des affaires étrangères
de la République fédérale du Nigéria, avril-septembre 1986

Mission permanente du Nigéria à Genève (Suisse), 1986-1989

Ministère des affaires étrangères, Département politique (bureau de
liaison), à Lagos, depuis 1991

Participation à des conférences et réunions :

Chef suppléante de la délégation nigériane aux trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire à Genève, de 1986 à 1988

Membre de la délégation nigériane au Sous-Comité plénier sur la protection internationale du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire à Genève, en 1986, 1987 et 1988

Membre de la délégation nigériane au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, à Genève, en octobre 1986, 1987 et 1988

Membre du Groupe de travail du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire chargé par le Conseil économique et social d'étudier la question de la participation effective d'observateurs aux sessions du Comité exécutif

Membre de la délégation nigériane qui a participé en qualité d'observateur à la Commission des droits de l'homme à Genève, en février-mars 1987

Chef de la délégation nigériane qui a participé en qualité d'observateur à la session d'août 1987 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Membre de la délégation nigériane à la vingt-cinquième Conférence du Comité international de la Croix-Rouge à Genève en 1986

Membre du Groupe de travail à composition non limitée sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant, en 1988

Membre de la délégation nigériane à la Commission des droits de l'homme à Genève, février-mars 1988

Participante au Séminaire international sur l'enseignement des droits de l'homme à Genève, en décembre 1988

Rapporteur de la vingt-cinquième session de la Commission des droits de l'homme, février-mars 1989

Membre du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, de 1987 à 1991

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, depuis 1987

Documents rédigés à l'intention de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :

Projet de programme d'activités pour l'Année internationale des populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/1990/41), en collaboration avec M. Asbjørn Eide (Norvège)

Nouvelles suggestions concernant les activités de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'Année internationale des populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/1991/39), en collaboration avec M. Eide

Fonctions spéciales au plan national :

Conférence aux officiers du Command and Staff College, à Jaji (Nigéria) en 1986

M. EL-HADJI GUISSÉ (expert)
(Candidature proposée par le Gouvernement sénégalais)

Nom : Guissé

Prénom : El-Hadji

Date et lieu de naissance : 1942 à Linguere (Sénégal)

Nationalité : Sénégalaise

Profession : Magistrat

Situation de famille : Marié, père de six enfants

Etudes poursuivies :

Licencié en droit privé : option judiciaire
Diplômé du Centre national français d'études judiciaires
Diplômé de l'Institut international des droits de l'homme : mention
droit humanitaire
Ancien auditeur de l'Académie de droit international de La Haye
Ancien participant au séminaire de la Commission du droit international

Fonctions occupées :

Magistrat depuis 1972, tour à tour :

Juge d'instruction

Président de sections au tribunal du travail

Président de la première chambre correctionnelle du tribunal des
forces armées

Président du tribunal régional de Thiès (Inspecteur régional des
juridictions départementales)

Conseiller-rapporteur à la cour d'appel, en même temps
conseiller-rapporteur à la cour de discipline budgétaire

Directeur de la Division judiciaire de l'Ecole nationale d'administration
et de magistrature (chargé de la formation des magistrats)

Chargé de cours au même établissement (droit pénal international)

Chargé de cours dans les établissements de formation des forces de
sécurité (droit pénal et terminologie)

Chargé de cours dans les écoles de formation sanitaire (responsabilité
médicale)

Autres activités :

Membre fondateur de l'Association sénégalaise pour les Nations Unies

Membre et Secrétaire général du Comité sénégalais pour les droits de l'homme

Membre de la Commission nationale pour l'UNESCO (président de la section des sciences humaines)

Secrétaire général du Club de l'intégration africaine (chargé des relations avec l'extérieur)

Président de la Commission nationale du fair-play en basket-ball

Mars 1990 : Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Activités au sein de cet organe :

Rapporteur de la session d'août 1991 de la Sous-Commission

Corapporteur spécial sur l'impunité

1992 : Membre du Groupe de travail des communications confidentielles

1993 : Président-Rapporteur de ce groupe

Rapporteur sur l'évolution de la peine de mort à travers le monde

Rapporteur sur l'évolution de la situation des enfants en conflit avec la loi (étude en cours)

M. ABDALLA IDRIS MOHAMED (expert)
(Candidature proposée par le Gouvernement soudanais)

Nom : Abdalla Idris Mohamed

Date de naissance : 1er janvier 1946

Situation de famille : marié avec enfants

Etudes universitaires :

1965-1970	Faculté de droit
1974-1977	Yale Law School

Diplômes universitaires :

1970	Licence de droit (avec mention) à Khartoum
1973	Maîtrise de droit à Khartoum
1975	Maîtrise de droit à la Yale Law School
1977	Doctorat de droit à la Yale Law School

Fonctions universitaires :

1974-1977	Assistant à l'Université de Khartoum
1977-1984	Chargé de cours
1984-1991	Professeur assistant
depuis 1993	Professeur associé
1980-1983	Chef du Département du droit commercial
1983-1987	Doyen de la Faculté de droit

Fonctions occupées en dehors de la Faculté de Khartoum :

1970-1971	Assistant dans la magistrature soudanaise
1971-1972	Magistrat de deuxième classe
1972-1974	Magistrat de première classe
1986-1988	Président du Centre d'assistance judiciaire à Khartoum
1987-1988	Président du Centre des droits de l'homme à Khartoum

- 1989 Membre de la délégation soudanaise aux pourparlers de paix avec l'Armée de libération populaire soudanaise en Ethiopie
- 1990 Membre de la délégation soudanaise aux pourparlers de paix avec l'Armée de libération populaire soudanaise au Nigéria
- 1992-1993 Ministre de la justice, Attorney general

Visites aux fins de recherche à l'étranger :

- Juillet 1981 Douzième session d'enseignement universitaire des droits de l'homme à Strasbourg (France)
- Juillet 1983 Cours sur le droit américain et le droit international à l'Academy of American and International Law
- 1984 Cours sur les institutions juridiques américaines à Salzburg (Autriche)
- 1986-1987 Boursier à l'Université de Madison, dans le Wisconsin (Etats-Unis d'Amérique)
- 1986 Brèves visites aux fins de recherche sur le droit de la propriété intellectuelle à l'Institut Max Planck à Munich en juillet et novembre, organisées sous l'égide de l'OMPI
- 1987 Cours sur les droits de l'homme à la Colombia Law School (Etats-Unis d'Amérique)

Publications :

- 1980 "The use of the corporate form of business organization in Sudan", Sudanese Law Journal, Khartoum
- 1980 "Stipulations for the benefit of third parties in Islamic Law of contracts", Journal of the Centre for Islamic legal Studies (Nigéria)
- 1980 Recueil de jurisprudence sur la vente de marchandises, faculté de droit de l'Université de Khartoum
- 1982 "Human Rights in Islam", Journal of Comparative Law (Emirats arabes unis)
- 1984 Recueil de jurisprudence sur le partenariat
- 1985 "Relevance of Sudan legal education to development law and development studies"

M. FAN GUOXIANG (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement chinois)

Date de naissance : Octobre 1928

Lieu de naissance : Beijing

Nationalité : Chinoise

Etudes :

- 1945-1949 Licence de lettres à l'Université de Beijing;
Ecole des affaires étrangères de Beijing
- 1958-1960 Université de Genève (Suisse)

Expérience :

- 1949-1958 Fonctionnaire, puis Chef de division adjoint du Département des organisations et des conférences internationales au Ministère des affaires étrangères
- 1960-1965 Troisième, puis deuxième secrétaire à l'Ambassade de Chine en Suisse
- 1965-1973 Chef de division adjoint du Département de traduction et d'interprétation au Ministère des affaires étrangères
- 1973-1978 Chef de division adjoint de l'Institut populaire chinois des affaires étrangères
- 1978-1983 Premier secrétaire, puis conseiller à l'Ambassade de Chine en Australie
- 1983-1986 Conseiller à la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
- 1986-1989 Représentant permanent adjoint et Ambassadeur chargé du désarmement, Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse
- 1989-1992 Représentant permanent et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse

Depuis 1993 Ambassadeur et Conseiller spécial du Département des organisations et des conférences internationales au Ministère des affaires étrangères; Membre permanent du Bureau de la Société chinoise pour l'étude des droits de l'homme

Participation à des organisations et conférences des Nations Unies :

Août 1989 quarante et unième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, chef de la délégation chinoise qui a participé aux travaux en qualité d'observateur

Février 1990 quarante-sixième session de la Commission des droits de l'homme, chef de la délégation chinoise

Août 1990 quarante-deuxième session de la Sous-Commission, chef de la délégation chinoise qui a participé aux travaux en qualité d'observateur

Janvier 1991 quarante-septième session de la Commission des droits de l'homme, chef de la délégation chinoise

Août 1991 quarante-troisième session de la Sous-Commission, chef de la délégation chinoise qui a participé aux travaux en qualité d'observateur

Janvier 1992 quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, chef de la délégation chinoise

Août 1992 quarante-quatrième session de la Sous-Commission, chef de la délégation chinoise qui a participé aux travaux en qualité d'observateur

Septembre 1991 première session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vice-Président du Comité, chef de la délégation chinoise

Avril 1992 deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, chef de la délégation chinoise

Septembre 1992 troisième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, chef de la délégation chinoise

A également participé en tant que représentant de la Chine et chef de la délégation chinoise à des réunions en vue de suivre l'application de conventions internationales, comme la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

- Janvier 1993 Atelier régional pour l'Asie et le Pacifique sur les questions relatives aux droits de l'homme, tenu à Jakarta, expert en droits de l'homme
- Mars 1993 Comité préparatoire pour l'Asie de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, chef de la délégation de la Société chinoise pour l'étude des droits de l'homme

Autres activités :

A participé à maintes reprises aux sessions de l'Assemblée générale, du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire et d'institutions spécialisées, ainsi qu'à des réunions internationales sur les droits de l'homme, les réfugiés, l'aide humanitaire, etc., en tant que représentant de la Chine.

Langues : anglais, chinois et français

M. ZHONG SHUKONG (suppléant)
(Candidature proposée par le Gouvernement chinois)

Date de naissance : février 1930

Lieu de naissance : Province du Sichuan (Chine)

Nationalité : Chinoise

Etudes :

- 1945-1949 Licence de lettres, Département d'anglais, Université du Sichuan
- 1950-1951 Département d'anglais, Université des études étrangères de Beijing

Expérience professionnelle :

- 1949-1950 Assistant, Département d'anglais, Université du Sichuan
- 1951-1957 Fonctionnaire à l'Ambassade de la République populaire de Chine au Pakistan
- 1957-1964 Fonctionnaire au Département de l'Asie du Ministère des affaires étrangères
- 1964-1981 Maître de conférences, puis professeur associé à l'Université des études étrangères de Beijing
- 1981-1984 Chef de division au Département des organisations et des conférences internationales au Ministère des affaires étrangères, chargé des questions économiques multilatérales et des problèmes de développement
- 1984-1988 Conseiller de l'Ambassade de Chine en Thaïlande et en même temps Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- 1988-1990 Directeur (D2) de la Division des politiques, de la programmation et de la planification du développement au Département de la coopération technique pour le développement, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York

depuis 1990 Ministre conseiller, conseiller spécial pour les questions d'environnement du Département des organisations et des conférences internationales; membre du bureau de l'Association chinoise pour la coopération scientifique et technologique internationale; professeur de relations internationales à l'Ecole des affaires étrangères

Participation à des conférences des Nations Unies :

1981-1984 Chargé des questions économiques et de développement en qualité de chef de division au Département des organisations et des conférences internationales; en tant que représentant de la Chine, a participé à des conférences de l'ONUDI, de la CNUCED, de la FAO, du PAM, du Conseil économique et social, de la CESAP, etc., et aux sessions des Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil d'administration du PNUD, du PNUE, etc., pour traiter essentiellement de la coordination des politiques

depuis 1990 En tant que représentant de la Chine, a assisté à un certain nombre de réunions intergouvernementales et de sessions de négociation, y compris aux travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et à la Conférence elle-même, en juin 1992

Langues : anglais et chinois

M. SEDFREY ORDONEZ (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement philippin)

Ancien ambassadeur, Sedfrey A. Ordonez a terminé ses études de droit en 1948. (En 1941, alors qu'il était étudiant en droit à l'Université des Philippines, le déclenchement de la seconde guerre mondiale et l'occupation des Philippines par le Japon l'ont contraint à interrompre ses études.) Il a obtenu sa licence en droit en 1948 et sa maîtrise en droit en 1954. Il a ensuite poursuivi ses études à la Graduate School of Business de l'Ateneo University.

Après avoir été admis au barreau philippin en 1949, il s'est essentiellement occupé d'affaires liées à la cause des droits de l'homme.

En février 1986, il a été nommé Solicitor General (conseiller juridique) par la présidente, Corazón C. Aquino. En février 1987, il a été nommé Ministre de la justice. En 1990, il a été nommé Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Le 1er décembre 1992, il a été nommé président de la Commission philippine des droits de l'homme par le président Fidel Ramos.

Il est l'auteur de trois ouvrages de poésie et de pièces de théâtre. Trois diplômes lui ont été décernés à titre honoraire.

M. HESIQUIO MALLILLIN (suppléant)
(Candidature présentée par le Gouvernement philippin)

Nom : Hesiquio R. Mallillin

Surnom : Hessie

Date de naissance : 3 octobre 1952

Age : 41 ans

Lieu de naissance : Tuguegarao, Cagayan

Adresse : 85, Baler St., Quezón City

No de téléphone : 99-6917

Adresse en province : 69 Taft Street
Tuguegarao, Cagayan

Nom de la conjointe : Edna Almendrala

Age : 37 ans

Enfants : Ephraim Emmanuel A. Mallillin, 10 ans
Ezekiel Elijah A. Mallillin, 5 ans
Johanna Lourdes Visitacion A. Mallillin, 10 mois

Etudes :

Elémentaires : Central Elementary School de Tuguegarao, Cagayan, 1959-1965

Secondaires : St. Louis College, Tuguegarao, Cagayan, 1965-1969

Universitaires : St. Louis College, Tuguegarao, Cagayan, 1969-1970
University of St. Tomas, Espana, Manille, 1970-1973

Diplômes :

Licence de journalisme : Université des Philippines, Diliman,
Quezón city, 1973-1977

Licence en droit

Bourse des Nations Unies pour les droits de l'homme, 1990, Institut
des droits de l'homme, Strasbourg (France)

Examens passés :

Examen : Fonction publique, premier grade
Date : 1974
Résultats : 80,80 %
Examen : RA 1080 (Examen du barreau)
Date : 1978
Résultats : 83,05 %

Expérience professionnelle :

Poste actuel : Membre de la Commission des droits de l'homme
depuis le 15 juin 1989
No de téléphone : 631-3025, ligne directe
631-1695 à 98, loc. 22

Postes occupés dans le passé :

Président par intérim de la Commission des droits de l'homme,
février-juin 1989

Membre de la Commission des droits de l'homme,
octobre 1987 - février 1989

Membre par intérim (n'avait pas atteint l'âge requis) de la
Commission des droits de l'homme (août 1987 - octobre 1987)

Assistant pour l'administration, Présidence de la République,
Malacanang, Manille, avril 1986 - août 1987

Membre du secrétariat d'éthique et de responsabilité publiques,
Présidence de la République, Malacanang, Manille, 1987

A représenté la présidence au Comité d'examen des juges et
procureurs

Partenaire dans le Cabinet d'avocat Abad Santos, Bentulan et
Mallillin

Assistant du coordonnateur public du Conseil d'établissement des
faits d'Agrava, 1984

Avocat associé dans le Cabinet d'avocats Bienvenido A. Tan,
1978-1984

Documents présentés :

1. "Human Rights, the Philippine Experience", LAWASIA, à Manille, août 1988
2. Rapport initial des Philippines présenté en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1989
3. "Some considerations on national institutions for human rights" : Conférence pour l'Asie et le Pacifique tenue à Manille, en 1990

Participations à des associations :

Président du Grade School Family Council, San Beda (GRASFACO)

Vice-Président du troisième district de l'Association professionnelle de Cagayan

Membre de la Fraternité Alpha Phi Beta

Administrateur/membre du Movement of Attorneys for Brotherhood, Integrity and Nationalism, Inc. (MABINI)

Association des anciens élèves du St. Louis College (Tuguegarao)

TARIPNONG (Association de jeunes cadres de la vallée de Cagayan désireux d'aider les paysans de la Région II), Consultant

Membre de l'Association du barreau philippin

Barreau intégré des Philippines, Consultant pour les droits de l'homme

M. GASPAR BIRO (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement hongrois)

Né le : 16 juin 1958 à Tinca (Tenke) (Roumanie)

Nationalité : Hongroise

Situation de famille : marié avec un fils

Chercheur à l'Institut hongrois des affaires étrangères, à Budapest
Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université ELTE,
à Budapest

Etudes :

Diplôme de droit (1982) de la faculté de droit de l'Université
Babes-Bolyai de Cluj (Kolozsvár) (Roumanie)

Expérience professionnelle :

Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la
situation des droits de l'homme au Soudan, 1993

Membre du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour la protection
des minorités nationales, 1993

Expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé
d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan, 1992

Membre du Groupe de travail chargé d'étudier le texte d'un projet de
déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités
nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques de la Commission
des droits de l'homme, 1991

Directeur du Cabinet du Premier Ministre, Budapest, 1990-1991

Conseiller principal au secrétariat pour les minorités nationales
et ethniques du Conseil des Ministres, Budapest, 1989-1990

Associé principal au collège István Bibó de l'Université ELTE,
à Budapest, 1989

Maître de conférences et bibliothécaire à l'Université ELTE de Budapest,
1988-1989

Avocat, 1982-1986

Langues :

Langue maternelle : hongrois
Parle couramment l'anglais, le français et le roumain

Etudes diverses sur les droits et la protection des minorités :

1. Droit à l'identité, Magyar Hírlap, Budapest, 1990
2. Droits collectifs et minorités, Régió, Budapest, 2/1991
3. Autonomie culturelle des minorités nationales en Estonie (1925), Társadalmi Szemle, Budapest, 5/1991
4. Droits culturels des minorités ethniques et linguistiques en droit international, Vita Publishing Co., Budapest, 1991
5. Libéralisme, liberté individuelle et pluralisme national, Budapest, 1991
6. La démocratie chrétienne et la question des minorités. Conclusions du Séminaire sur les minorités nationales organisé par l'Union démocrate chrétienne européenne à Bratislava, 1991. Limes, Budapest, 4/1991
7. István Bibó et le principe de l'autodétermination. Etude d'István Bibó : la paralysie des institutions internationales - comment y remédier. Etude de l'autodétermination, de la concorde entre les grandes puissances et de l'arbitrage politique (1976). Budapesti Könyvszemle (BUKSZ), automne 1992, Budapest
8. Statut des droits culturels des minorités en Europe après 1989. Documents de référence pour la préparation de l'Assemblée générale de l'UNESCO de 1993. Réalisés sur la base d'un accord entre l'UNESCO et le Comité hongrois pour l'UNESCO et demandés par le Comité hongrois pour l'UNESCO. Août 1992
9. Protection internationale des minorités - Faits nouveaux I-II (Régió 4/1992, Régió 1/1993)
10. Autodétermination, liberté individuelle, liberté nationale, in "L'Europe centrale et ses minorités : vers une solution européenne ?", Presses universitaires de France, Paris, 1993
11. Le nouvel ordre du jour des droits de l'homme. Droits de l'homme et droits des minorités en Europe orientale et en Europe centrale et rôle des institutions internationales (Etude rédigée à l'intention de l'Association des Etats-Unis d'Amérique pour l'ONU en 1992. Doit paraître en 1993)
12. Codification des droits des minorités nationales au Conseil de l'Europe. 1992-1993. (En collaboration avec Z. Taubner.) Társadalmi Szemle, Budapest, 11/1993
13. Le libre choix de l'identité. (Doit paraître en 1993)

M. STANISLAV TCHERNITCHENKO (expert)
(Candidature proposée par le Gouvernement
de la Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 11 janvier 1935, Moscou

Formation : Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Moscou (1958)
Docteur en droit, professeur

Langue : anglais

Compte parmi les meilleurs spécialistes russes en matière de droits de l'homme et de théorie du droit international (plus de 250 publications, notamment les monographies suivantes : "Citoyenneté et droit international" et "Personne et droit international").

Rédacteur en chef de la revue de droit international "Sovietskii ejegodnik miejdounarodnogo prava", membre du Conseil exécutif de l'Association soviétique du droit international. Membre de la Commission sociale de la coopération internationale en matière de droit humanitaire et de droits de l'homme du Comité soviétique pour la sécurité et la coopération en Europe.

De 1958 à 1960, a travaillé au Ministère de l'intérieur de la RSFSR, puis au Collège juridique international (Iniourkollegia) comme consultant principal.

Pendant de longues années a participé aux sessions de la Commission des droits de l'homme en tant que membre de la délégation soviétique. A pris une part active à l'élaboration de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Est actuellement titulaire de la chaire de droit international et dirige le département du droit international et des questions consulaires et humanitaires à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

M. TEIMOURAZ RAMICHVILI (suppléant)
(Candidature proposée par le Gouvernement
de la Fédération de Russie)

Né le 4 mai 1955 à Tbilissi (RSS de Géorgie)

Diplômé (1979) de la Faculté de droit international de l'Institut des relations internationales de Moscou. Connaît l'anglais et l'espagnol.

En 1979, a travaillé à l'Agence soviétique des droits d'auteur.

De 1979 à 1981, consultant juridique au Ministère soviétique du commerce extérieur.

De 1981 à 1983, a travaillé au Service des traités du Ministère soviétique des affaires étrangères.

De 1983 à 1987, fonctionnaire à la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.

Depuis 1987, fonctionnaire du Service des droits de l'homme de la Direction de la coopération humanitaire internationale et des droits de l'homme du Ministère soviétique des affaires étrangères.

A participé aux travaux d'un certain nombre de conférences internationales consacrées aux droits de l'homme.

Auteur de plus d'une quarantaine de publications sur les droits de l'homme et le droit international, et de deux monographies, dont l'une rédigée en collaboration et intitulée "Fondements juridiques de la sécurité internationale générale". Préside le conseil universitaire d'une école privée de sciences politiques.

A pris part à l'élaboration de lois sur la liberté de l'information et de la presse, l'immigration et les réfugiés.

Dirige actuellement le Département du droit humanitaire international et des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Chef adjoint de la délégation russe à la Commission des droits de l'homme.

M. LEANDRO DESPOUY (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement argentin)

Renseignements personnels

Date de naissance : 4 avril 1947

Lieu de naissance : San Luis (Argentine)

Formation : Juriste

Spécialités : Droit international public. Orientation : Droits de l'homme et droit international humanitaire

Dernières fonctions exercées :

Juillet 1986 - 1989

Directeur général chargé des droits de l'homme au Ministère des relations extérieures et du culte, avec rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

1984-1994 Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Depuis mars 1993

Assistant politique du Représentant spécial pour Haïti du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, M. Dante Caputo

Activités consultatives récentes en matière de droits de l'homme :

Août 1990 - août 1993

Consultant auprès des autorités paraguayennes en matière de droits de l'homme : Accord de coopération conclu entre le PNUD, le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU et les Ministères des relations extérieures et de la justice du Paraguay

Juin - novembre 1990

Conseiller auprès du Ministère des relations extérieures de l'Equateur : Accord de coopération entre le Gouvernement équatorien et le HCR pour la détermination des critères du statut de réfugié

Mai 1992

Conseiller auprès de l'Assemblée nationale constituante de Colombie : Directives pour une réglementation constitutionnelle appropriée des états d'exception. Visite effectuée dans le cadre du Programme de services consultatifs de l'Institut interaméricain des droits de l'homme

Septembre 1992

Conseiller auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie sur l'adéquation du droit interne aux normes et principes internationaux régissant les états d'exception. Visite effectuée dans le cadre des services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme de l'ONU

Autres activités spécifiques en matière de droits de l'homme :

- 1976-1983 Préparation d'études et de nombreux rapports pour l'UNESCO et pour le Conseil de l'Europe (voir la rubrique "Publications")
- 1980 Fonctionnaire de la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, aujourd'hui Centre pour les droits de l'homme (Genève)
- 1982 Corapporteur du rapport général du Colloque sur le thème "Droits de solidarité : droits des peuples", organisé par les autorités de Saint-Marin en collaboration avec l'UNESCO
- 1983 Participation au Colloque international sur "Les droits de l'homme des étrangers en Europe", organisé par le Conseil de l'Europe et le Gouvernement portugais (Madère, 17-19 octobre)
- 1984 Elu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- Elu Rapporteur de la Sous-Commission à sa trente-septième session (voir le document E/CN.4/Sub.2/1984/43)
- Nommé Rapporteur spécial sur le thème "Les droits de l'homme et l'invalidité" (voir les résolutions 1984/20 et 1985/10 et les rapports préliminaires, ainsi que le rapport définitif publié par les Nations Unies No 6-1993)
- A participé au Colloque sur "Les étrangers, menace ou triomphe ?", organisé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg les 20 et 21 mars
- 1985 Résident suppléant de la délégation argentine à la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- Désigné, à la trente-huitième session de la Sous-Commission, comme Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les états d'exception (voir les résolutions 1984/27 et 1985/32 de la Sous-Commission et la décision 1986/104 de la Commission, ainsi que les documents mentionnés dans la rubrique concernant les publications)

- Auteur d'un exposé sur le thème "Les normes internationales applicables dans les conflits armés non internationaux" à la onzième conférence sur "Les problèmes actuels du droit international humanitaire", organisée par l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (septembre)
- A participé au "Séminaire interaméricain sur les problèmes humanitaires et les problèmes de droits de l'homme en cas de troubles internes", organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et l'Institut interaméricain des droits de l'homme (Buenos Aires, 11-15 novembre)
- 1986 Président suppléant de la délégation argentine à la quarante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- Membre de la délégation argentine à la XXVème Conférence internationale de la Croix-Rouge (Genève, 23-31 octobre)
- 1986-1992 Membre du Groupe d'experts juridiques du Comité international de la Croix-Rouge
- 1987 Président de la délégation argentine à la quarante-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa trente-neuvième session
- Président de la première conférence internationale des Etats parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Président suppléant de la délégation argentine à la dix-septième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains
- Participation au Séminaire sur "La protection juridique internationale de la personne humaine dans les situations d'exception", organisé par l'Institut interaméricain des droits de l'homme et le Comité international de la Croix-Rouge (Mexico, 16-20 mars)
- Président du Colloque international sur la prévention de la torture organisé par la Commission internationale de juristes et le Comité suisse contre la torture (Montevideo, 6-9 avril)
- Participation au Colloque d'experts sur les droits de l'homme et le droit humanitaire dans les conflits internes, organisé par l'Institut norvégien des droits de l'homme (Oslo, 15-17 juin)

Le 10 décembre - Journée internationale des droits de l'homme -, discours en l'honneur du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans le cadre des manifestations organisées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Genève, Palais des Nations)

1988 Président de la délégation argentine à la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Réélu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1988-1990)

Auteur d'un exposé à la Réunion internationale sur les droits de l'homme organisée par l'UNESCO pour commémorer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Paris, 5-7 décembre)

Exposé à la "Table ronde d'experts éminents sur la Déclaration universelle des droits de l'homme : passé, présent et avenir", organisée par le Centre pour les droits de l'homme pour commémorer l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Genève, 12 décembre)

1989 Président de la délégation argentine à la quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme

A participé à de multiples colloques et réunions sur les droits de l'homme et le droit humanitaire

1990 Réélu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1990-1994)

A participé à de multiples colloques et réunions sur les droits de l'homme et le droit humanitaire

1991 A participé à la réunion d'experts convoquée par le PNUD sur les nouveaux paramètres pour évaluer le niveau de développement humain (New York, novembre)

A participé à de nombreux colloques et réunions sur les droits de l'homme et le droit humanitaire

1992 Nommé Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur le thème "L'extrême pauvreté et les droits de l'homme"

Auteur d'un exposé à la Réunion régionale de représentants résidents du PNUD sur l'impact du concept de développement humain dans les politiques nouvelles de coopération en Amérique latine (Asunción (Paraguay), octobre)

- 1993 Auteur d'un exposé à la Réunion de représentants résidents du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur l'importance de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme dans les processus de transition de la démocratie : cas du Paraguay (avril)

Carrière universitaire :

- 1973-1974 Professeur d'histoire des institutions politiques à la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1974 Professeur de sociologie politique à la faculté de philosophie et des lettres de l'Université de Buenos Aires
- Professeur de droit commercial à la faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos Aires
- Directeur de la recherche et des publications à l'Institut de droit comparé, faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1975-1977 Professeur d'économie politique à l'Université de Paris VIII (France)
- 1982 Professeur chargé de l'enseignement des droits de l'homme au Centre international de formation et recyclage des enseignants des droits de l'homme (Strasbourg)
- 1983 Professeur de droit international à l'Institut international d'administration publique (Paris)
- Professeur chargé de l'enseignement des droits de l'homme à l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)
- 1984-1987 Professeur de droit international public à la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1985 Professeur de hautes études universitaires, "Relations juridiques internationales", à la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1986-1987 Professeur chargé de l'enseignement des droits de l'homme à la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1988 Participation en tant que professeur au sixième cours interdisciplinaire en matière de droits de l'homme organisé par l'Institut interaméricain des droits de l'homme (Costa Rica, août)

- Participation en tant que professeur au cours de formation sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur l'administration de la justice à l'intention de responsables des pays d'Amérique centrale organisé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU en coopération avec l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (San Remo, décembre)
- 1989 Participation en tant que professeur au cours de formation sur l'application des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies en matière de droits de l'homme, y compris le droit international humanitaire et la législation nationale, organisé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU en collaboration avec le Gouvernement péruvien (Lima, 2-6 octobre)
- Participation en tant que professeur au cours de formation sur l'application des instruments en matière de droits de l'homme et sur l'administration de la justice, organisé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU en collaboration avec le Gouvernement argentin (Buenos Aires, 9-13 octobre)
- 1984-1993 Conférencier à l'Association du barreau de Buenos Aires, à l'Association argentine de droit constitutionnel, au Sous-Secrétariat aux droits de l'homme du Ministère de l'intérieur, à l'Ecole de la défense, à l'Institut du service extérieur de la nation, au Centre d'information des Nations Unies à Buenos Aires, etc.
- 1991 Professeur à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg sur le thème "Traitement du phénomène des disparitions forcées de personnes par les diverses instances de protection des droits de l'homme" (Strasbourg, juillet)

Publications :

"El concepto de culpa en el homicidio preterintencional", revue Lecciones y Ensayos, faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires

"La causa en los títulos abstractos o papeles de comercio", Revista del Derecho y las Obligaciones Comerciales

"L'état d'exception en Amérique latine", Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (voir document AF/PO/PL/COLL/Echal 33, 1-4)

"Evaluation du cadre juridique et institutionnel de la participation du public dans les établissements humains et le milieu socioculturel", UNESCO, septembre 1982

"Antécédents des travaux des Nations Unies relatifs aux entreprises transnationales et aux droits de l'homme". Réunion d'experts sur "Le rôle des pouvoirs privés et non étatiques en tant que facteur de limitation des droits de l'homme", UNESCO, décembre 1982 (voir le document SS/-82/CONF.610/5 a))

"Participation de la population à la prise de décision dans les systèmes démocratiques", Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, mars 1983 (voir le document AS/COLL/Democracia 33/4)

"Dimension juridique du droit à la participation dans la réalisation du droit au développement", octobre 1983, UNESCO, Division des droits de l'homme et de la paix

"L'état d'exception dans le système juridique d'Europe continentale et d'Amérique latine", Institut international des droits de l'homme de Strasbourg, 1983

"La Déclaration universelle des droits de l'homme : 40 ans après", Bulletin des droits de l'homme - Edition spéciale à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Publication des Nations Unies, 1988

"Les droits de l'homme et l'invalidité" : Etude publiée par les Nations Unies No 6-1993

"Analyse des causes génératrices de flux migratoires et d'autres formes d'émigration forcée en Amérique du Sud - Nouvelles stratégies de coopération internationale", pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, à Vienne (Autriche), en juin 1993

"Relations entre les droits de l'homme, le développement et la démocratie : cas du Paraguay". Contribution à une publication conjointe du PNUD et du Centre pour les droits de l'homme présentée à titre de contribution à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme déjà mentionnée

"Manuel du fonctionnement et de la 'jurisprudence' du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire - janvier 1977 à avril 1993". Publication de l'Union interparlementaire, 1993

Pour les travaux de M. Despouy en tant que Rapporteur spécial de l'ONU sur la question des états d'exception, voir les documents E/CN.4/Sub.2/1984/43, E/CN.4/Sub.2/1985/32, E/CN.4/Sub.2/1985/19, E/CN.4/Sub.2/1987/19, E/CN.4/Sub.2/1988/11, E/CN.4/Sub.2/1988/18, E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.1 et 2, E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.2, E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1

"Les fonctions du Parlement pendant les états d'exception". Document de travail pour le Colloque interparlementaire sur le thème "Le Parlement, gardien des droits de l'homme", tenu par l'Union interparlementaire à Budapest du 19 au 22 mai 1993

M. EDWARD ARTHUR LAING (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement bélizien)

121 Kingsbury Road
New Rochelle, New York 10804

Etudes :

LL.M., Columbia University, 1968
LL.M., Université de Cambridge, 1966
B.A., Université de Cambridge, 1964

Fonctions exercées :

1993- Ambassadeur de Belize, Représentant permanent de Belize
auprès de l'Organisation des Nations Unies

1990-1993 Professeur à l'Ecole de droit de New York

1985-1990 Ambassadeur de Belize aux Etats-Unis d'Amérique,
Haut Commissaire au Canada, Ambassadeur et Représentant
permanent auprès de l'Organisation des Etats américains et
Conseiller spécial au Ministère des affaires étrangères

1980-1985 Professeur titulaire à la faculté de droit de l'Université de
Howard et Directeur du Programme du diplôme

1976-1981 Professeur assistant titulaire à la faculté de droit de
l'Université du Maryland et conseiller de la faculté,
International Trade Law Journal

1974-1976 Ecole de droit de Notre-Dame (Indiana), professeur assistant

1970-1975 Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université
des Caraïbes (1975)

1969-1970 Cabinet privé à Belize

1968-1969 Etude d'avocats Baker and McKenzie, Chicago et New York
(membre associé)

1966-1967 Assistant Magistrate et Conseiller de la Couronne à Belize

Publications :

- Ouvrages "Introduction to Sources & Systems of the Common Law Caribbean" (Université des Caraïbes), 1974
- "Humanitarian Universalism from the Atlantic Charter, 1941, to the United Nations" (en préparation)
- Articles "Equal international economic access and its antidote: national welfare as legitimate discrimination", Emory International Law Journal, automne 1993
- "The norm of self-determination, 1941-1991", 22 California West. International Law Journal, 209-308 (1992)
- "The contribution of the Atlantic Charter to human rights law and humanitarian universalism", 26 Williamette Law Review, 114-69 (1989-1990)
- "A Caribbean view", Washington Foreign Law Society (ed.), Trade Issues in Coming Years 11-15, 17-18, 19 (1982)
- "International economic law and public order in the age of equality", 12 Law & Pol. Int'l.Bus. 727-81 (1980-1981)
- "Independence and islands: the decolonization of the British Caribbean", 12 N.Y.U.J. Int'l.L. & Pol. 282-312 (1979)
- Co-editor of "Papers and comments from the Conference on United States-Caribbean Basin Trade: economic and legal aspects", 4 Int'l.T.L.J., No.1 (1978-1979)
- "New departures in multilateral trade, development and cooperation: the Lomé Convention and its impact on the United States", 27 Mercer L.Rev. 781-825 (1976)
- "Election statutes and the concept of nullity", 4 Anglo-Am.L.Rev. 80-111 (1975)
- "Revolution in Latin-American legal education: the Colombian experience", 6 Law.Am. 370-415 (1974)
- "Crown indivisibility, governmental liability and other problems in the West Indies Associated States", 23 Int'l. & Compara.L.Qtrly. 127-42 (1974)
- "Procedure in Commonwealth Caribbean election petitions: its effect on the free franchise", 2 Aglo-Am.L.Rev. 363-84 (1973)

Critiques de livres

State and Diplomatic Immunity, Charles Lewis, 16 Vanderbilt
J. Transnat'l.L. 287-94 (1983)

Freedom in the Caribbean, Sir Fred Philipps,
27 Am.J.Compara.L. 127-32 (1979)

Basic Uniform Commercial Code, D. Epstein et J. Martin,
30 J. Leg.Ed. 249-52 (1978-1979)

Choix de textes

Caribbean Economic Issues, Association on Third World
Affairs, Washington, D.C., juin 1991.

The Atlantic Charter, 1941, School of Law, Willamette Univ.,
mai 1988

The Constitution of Belize, Washington For Law Soc.,
septembre 1987

Protectionism, 30th Annual Development Conference, mai 1983

U.S Economic Relations with Developing Countries, Washington
Bar Association, avril 1983

Trade Issues, Washington For.Law Soc., avril 1981

Caribbean Independence, American Bar Association,
International Law Section, novembre 1978

Recognition and Southern Africa, Lawyers Committee on Civil
Rights/Association of the Bar of New York, novembre 1978

Activités professionnelles :

Enseignement du droit

Sujets récents : droit commercial international, droit
international des affaires

Sujets antérieurs : droit comparé, droit pénal, introduction au
droit, droit de l'hémisphère occidental et intégration

Organisateur de la conférence historique de 1978 sur le commerce
dans le bassin des Caraïbes

Vice-Président de l'Union de la Faculté. Membre du sénat de
l'Université

Evaluateur de l'Université pour les diplômés du district de Columbia

Comités spéciaux d'accréditation aux facultés de droit des Universités de Howard et du Maryland

Evaluateur du service d'assistance juridique de la Jamaïque, à Kingston

Pratique du droit

Conseiller international du Gouvernement bélizien (1985-1990)

Pratique privée à Belize

Pratique internationale à l'étude Baker and McKenzie, à New York et Chicago

Avocat du gouvernement et officier judiciaire à Belize

Conseiller pour l'indépendance auprès de la Chambre de commerce et d'industrie de Belize

Diplomatie

Membre du Conseil d'administration, Westchester Community Opportunities Program, 1993-

Conseiller principal du Ministre, stratège et négociateur à la Commission mixte permanente Belize-Guatemala et dans toutes les sous-commissions (coprésidence de la sous-commission politique)

Rédaction d'un traité complexe pour mettre fin à un litige ancien (1987-1990). Schéma d'un règlement annoncé en août 1991

Choisi par les pays du bassin des Caraïbes pour faire partie d'équipes de négociation économique avec l'Administration et le Congrès des Etats-Unis

Obtention de fonds de soutien économique à Belize

Délégations : Sommet du Commonwealth, Banque mondiale, Organisation des Etats américains

Soumissions à l'origine de décisions législatives des Etats-Unis concernant Belize et les Caraïbes orientales

Fondateur et premier président du Consortium pour le développement de Belize (Amérique du Nord)

Admissions au barreau : Illinois, Angleterre, district de Columbia, Belize,
Barbade

<u>Récompenses</u> :	1982	Bourse de l'Institut de droit et d'économie
	1972	Bourse de recherche de la Fondation Ford
	1967-1968	Bourse de l'Université de Columbia
	1967	Bourse de voyage Fulbright
	1961-1965	Bourse d'études de Belize
	1960	Exposition fédérale, Université des Caraïbes

Langue : Espagnol

M. JOSE AUGUSTO LINDGREN ALVES (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement brésilien)

Né à Niterói, le 22 juin 1946

"Certificate of Proficiency in English" de l'Université de Cambridge
et "Certificat pratique de langue française" de l'Université de Nancy

Diplômé de la faculté de droit de l'Université fédérale de Rio de Janeiro
(1969)

Diplômé de l'Académie diplomatique du Ministère des relations extérieures
du Brésil (Instituto Rio-Branco) (1969)

Cours de pratique diplomatique et consulaire, Instituto Rio-Branco (1972)

Diplômé du cours d'études supérieures (doctorat) de l'Instituto
Rio-Branco, avec une monographie sur "Les Nations Unies et les droits de
l'homme" (1989).

Carrière diplomatique :

Troisième Secrétaire (1970)
Deuxième Secrétaire (par mérite) (1973)
Premier Secrétaire (par mérite) (1979)
Conseiller (par mérite) (1984)
Ministre-Conseiller (par mérite) (1992)

Fonctions actuelles :

Chef de la Division des Nations Unies au Ministère des relations
extérieures depuis septembre 1990

Membre du Conseil national de défense des droits de la personne
humaine depuis 1990

Fonctions antérieures au Brésil :

Assistant du Chef de la Division de l'Europe orientale

Ministère des relations extérieures (1970-1973)

Assistant du Chef du Département de l'Afrique, de l'Asie et de
l'Océanie au Ministère des relations extérieures (1979-1983)

Chef adjoint de la Division de l'Afrique-II au Ministère des
relations extérieures (1980-1984)

Chef de la Division de l'Afrique-II au Ministère des relations extérieures (1984-1985)

Affectations précédentes à l'étranger :

Ambassade de Vienne, Deuxième Secrétaire (1973-1974)

Ambassade de Belgrade, Deuxième Secrétaire (1974)

Ambassade de Prague, Deuxième Secrétaire (1974-1976)

Ambassade de Tunis, Deuxième Secrétaire (1977-1979)

Ambassade de Maputo, Premier Secrétaire (1980)

Ambassade de Bridgetown, Chargé d'affaires (1984)

Mission du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, Conseiller (1985-1988)

Ambassade de Caracas, Conseiller, 1988-1990

Conférences internationales :

Observateur à la Première Conférence des ministres du travail des pays non alignés et d'autres pays en développement, Tunis (1978)

Représentant aux réunions annuelles de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), à Maputo (1980), Blantyre (1981) et Maseru (1983)

Représentant aux premières sessions ordinaires du Comité économique et social, New York (1985, 1986, 1987 et 1988)

Représentant aux quarantième à quarante-deuxième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de l'Assemblée générale de l'ONU (Troisième Commission) (1985 à 1987, 1991 et 1992).

Représentant aux quarante à quarante-deuxième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme (1986 à 1988, 1991 et 1992)

Représentant à la Troisième Réunion des Etats parties à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, New York (1986)

Représentant à la Quatrième Réunion des Etats parties à la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, New York (1987)

Observateur à la Réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés, Accra (1990)

Représentant à la Douzième Réunion extraordinaire des Etats parties au Traité de Tlatelolco, Mexico (1991)

Représentant aux réunions préparatoires de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Genève (1991, 1992 et 1993)

Chef de la délégation brésilienne à la réunion préparatoire régionale pour l'Amérique latine de la Conférence mondiale pour les droits de l'homme, San José (1993)

Représentant à la Conférence mondiale pour les droits de l'homme, Vienne (1993)

Mme MARILIA SARDENBERG ZELNER GONCALVES (suppléante)
(Candidature présentée par le Gouvernement brésilien)

Née à Curitiba, Etat de Parana (Brésil)

Diplômée de l'Université catholique pontificale de Rio de Janeiro
(Brésil)

Diplômée de l'Académie diplomatique du Ministère des relations
extérieures du Brésil (Instituto Rio Branco)

Diplômée du cours de formation spécial diplomatique de l'Académie
diplomatique du Ministère des relations extérieures du Brésil

Fonctions actuelles :

Coordonnatrice exécutive au Cabinet du Ministre des relations extérieures
du Brésil (Brasilia)

Participation à des réunions et à des manifestations internationales :

Représentante du Brésil à la troisième Réunion des Premières Dames
d'Amérique latine et des Caraïbes, San José, Costa Rica (1993)

Représentante du Brésil à la vingt-troisième session ordinaire de
l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA),
Managua, Nicaragua (1993)

Représentante du Brésil à la Conférence mondiale sur les droits de
l'homme, Vienne (1993)

Représentante du Brésil à la Conférence mondiale sur les droits de
l'homme, Vienne (1993)

Expert gouvernemental à la Réunion pour l'examen du projet de Convention
interaméricaine sur les femmes et la violence, Washington, D.C. (1993)

Expert gouvernemental au Groupe de travail sur la violence contre les
femmes, Vienne (1992)

Suppléante du représentant du Brésil à la Commission interaméricaine des
femmes de l'Organisation des Etats américains (OEA) depuis 1992

Représentante du Brésil à la Troisième Commission de la quarante-sixième
session de l'Assemblée générale, New York (1991)

Représentante du Brésil à la trente-cinquième session de la Commission de
la condition de la femme, Vienne (1991)

Expert gouvernemental à la réunion d'experts chargée d'examiner la
viabilité d'une convention interaméricaine sur les femmes et la violence,
Caracas (1991)

Représentante du Brésil à la session extraordinaire du Comité exécutif du HCR (1990)

Membre du Groupe de travail du Comité exécutif du HCR mandaté par le Conseil économique et social pour étudier le renforcement de la participation des observateurs aux sessions du Comité exécutif du HCR (1990)

Représentante du Brésil aux quarante-quatrième à quarante-sixième sessions de la Commission des droits de l'homme (1988-1990)

Suppléante du représentant du Brésil à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1990-1994)

Représentante du Brésil à la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, Guatemala (1989)

Représentante du Brésil au Séminaire des Nations Unies sur le dialogue culturel entre les pays d'origine et les pays d'accueil des travailleurs migrants, Athènes (1989)

Observatrice aux trente-neuvième et quarantième sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1988-1989)

Membre du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant (1988-1989)

Représentante du Brésil à la trente-neuvième session du Comité exécutif du HCR (1988)

Représentante du Brésil au séminaire organisé par l'UNICEF pour les pays de langue portugaise sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant, Lisbonne (1988)

Membre de la délégation brésilienne au Groupe d'experts gouvernementaux pour la restructuration de l'Organisation des Nations Unies, Lisbonne (1988)

Conseillère à la Réunion intergouvernementale d'experts sur le partage des ressources naturelles, Nairobi (1978)

Représentante du Brésil à la vingtième session de la Conférence générale de l'AIEA, Rio de Janeiro (1976)

Représentante du Brésil à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, Mexico (1975)

Représentante du Brésil à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, New York (1974)

Fonctions récentes :

Conseillère du Secrétaire général adjoint pour la coordination de la planification, Brasilia (1985)

Conseillère du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques multilatérales, Brasilia (1985-1986)

Première Secrétaire de la délégation brésilienne pour le désarmement et les droits de l'homme, Genève (1987-1990)

Conseillère du Secrétaire général du Ministère des relations extérieures du Brésil (1990-1991)

Coordonnatrice exécutive de l'Office du Secrétaire général du Ministère brésilien des relations extérieures, Brasilia (1992-1993)

Coordonnatrice exécutive au Cabinet du Ministre brésilien des relations extérieures, Brasilia (1993)

Représentante du Ministère des relations extérieures du Brésil au Conseil national des droits de l'enfant et de l'adolescent (CONANDA) (depuis 1992)

Membre brésilien du Comité des droits de l'enfant (1993-1997)

M. JOSE BENGUA (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement chilien)

Prénom et nom : José Bengoa

Nationalité : Chilienne

Date de naissance : 19 janvier 1945

Etudes :

- | | |
|-----------|---|
| 1964-1968 | Licence de philosophie et d'éducation
Université catholique de Valparaiso |
| 1969 | Diplôme de hautes études universitaires de sciences sociales
Institut latino-américain d'études sociales |
| 1970-1971 | Diplôme de hautes études universitaires d'anthropologie
sociale
Commission nationale d'études scientifiques et technologiques |
| 1975-1976 | Diplôme de hautes études universitaires de développement
urbain et régional : spécialisation en développement rural |

Expérience de l'enseignement :

- | | |
|-----------|--|
| 1970-1992 | Professeur chargé de cours de hautes études universitaires
et de doctorat au Chili, au Pérou et en Equateur sur la
problématique paysanne et rurale. |
|-----------|--|

Enquêtes effectuées :

- | | |
|-----------|---|
| 1967-1987 | Directeur de divers projets d'enquêtes nationales et
internationales sur les aspects socioculturels du secteur
rural et les spécificités des minorités mapuches |
|-----------|---|

Activités professionnelles :

- | | |
|-----------|---|
| 1977 | Cofondateur du Centre de planification et d'études sociales
(CAPAES), Quito |
| 1978-1979 | Fondateur et directeur à deux occasions du Centro de Estudios
Sociales Sur, Santiago |
| 1980-1981 | Chercheur au Centre d'études du tiers monde (CEESTEM), Mexico |
| 1979-1982 | Cofondateur et chercheur, Grupo de Investigaciones Agrarias |
| 1985-1992 | Fondateur et directeur de l'Ecole supérieure agricole
Aguila Sur (développement rural) |

1990-1993 Directeur de la Commission spéciale des peuples autochtones créée par le Président de la République pour développer les politiques autochtones en période de transition vers la démocratie

Autres activités professionnelles :

1972-1993 Editeur de diverses publications techniques

1978-1993 Président du Comité national chilien de l'Entraide universitaire mondiale

1980-1991 Fondateur et membre du Directoire de "Taller Puelche", ONG spécialisée dans l'éducation paysanne et rurale

1992-1993 Directeur de l'Ecole d'anthropologie

1993 Président du Directoire de l'Université académique d'humanisme chrétien

Publications :

1972-1993 Auteur d'une douzaine de livres et de nombreux articles sur les composantes économiques et socioculturelles du secteur agricole et autochtone. Un certain nombre ont été publiés en anglais, français et allemand

Participation à des séminaires et congrès :

1973-1993 Invité par des universités et instituts des Etats-Unis d'Amérique (Harvard), de France, d'Angleterre, d'Espagne, des Pays-Bas, de l'Inde, du Mexique, du Pérou, d'Argentine et de Colombie pour participer en tant que conférencier à des séminaires et congrès, principalement liés au problème autochtone dans sa perspective historique

Participation à des projets de développement :

1980-1990 Fondateur et membre du Directoire de la "Sociedad de Asesorías". Evaluation de projets de développement dans diverses communautés autochtones

Autres activités connexes :

Réalisation de vidéos : "Historia de Tierras y Hombres" (premier documentaire anthropologique) et "Movimiento Campesino Chileno", ainsi que d'une cassette : "Aprenda Mapuche".

M. JOSE AYALA LASSO (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement équatorien)

Lieu et date de naissance : Quito, 29 janvier 1932

Marié avec Mme Monique Wiets Labar. Quatre enfants.

Etudes et titres académiques :

Université catholique pontificale de l'Equateur : droit et sciences économiques

Université centrale de l'Equateur : droit international

Université catholique de Louvain (Belgique) : sciences politiques et sociales

Licencié en sciences publiques et sociales et en sciences économiques

Expert en droit canonique

Licencié en droit international et en sciences politiques

Langues : espagnol, français, anglais, italien

Fonctions dans le service diplomatique :

Troisième Secrétaire, Ministère des affaires étrangères

Deuxième Secrétaire, Ministère des affaires étrangères

Premier Secrétaire et chargé de négociations ad-interim au Japon, en Chine et en Corée, en poste à Tokyo (1962)

Conseiller-Directeur du Département de l'Organisation des Etats américains (1966)

Conseiller-Chef de cabinet du Ministre (1967)

Conseiller à l'ambassade de l'Equateur à Lima, Pérou (1968)

Conseiller à l'ambassade de l'Equateur à Rome, Italie (1970),

Ambassadeur de l'Equateur à Rome (1972)

Directeur général de la souveraineté nationale (1974)

Ambassadeur du service extérieur (1976)

Sous-Secrétaire général aux relations extérieures (1975)

Ministre des relations extérieures (1977)

Ambassadeur en Belgique, au Luxembourg et dans les Communautés européennes (1979)

Ambassadeur de l'Equateur à Lima, Pérou (1983)

Ambassadeur, Représentant permanent de l'Equateur auprès de l'ONU (de 1989 à ce jour)

Autres fonctions :

Professeur au collège "Garcia Moreno"

Professeur au collège "La Salle"

Professeur à l'Institut équatorien de droit international de l'Université centrale

Professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université centrale

Sous-Secrétaire du Conseil consultatif des relations extérieures

Sous-Secrétaire juridique de la Commission du Pacifique Sud

Représentations officielles :

Délégué au Séminaire de droit international au Siège de l'Organisation des Nations Unies

Missions culturelles au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Brésil et en Bolivie

Délégué à la Conférence des organismes de l'énergie atomique (Tokyo)

Vice-Président de la Commission nationale équatoriale de l'Alliance pour le progrès (Quito)

Représentant du Ministère des affaires étrangères devant la Commission consultative du commerce extérieur

Membre de la délégation équatorienne à la Onzième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures (Buenos Aires)

Membre de la délégation équatorienne à la Réunion extraordinaire des ministres des relations extérieures de l'Association latino-américaine de libre-échange (Asunción)

Observateur à la Réunion sur les affaires de la mer du Comité consultatif afro-asiatique (Colombo, Ceylan)

Représentant et Président de la délégation équatorienne à diverses sessions de la Conférence de la FAO (Rome)

Représentant de l'Equateur à diverses sessions du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (Rome)

Représentant de l'Equateur au Comité des questions constitutionnelles et juridiques de la FAO

Ambassadeur en mission spéciale dans des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Iraq, Arabie saoudite, Abou Dhabi, Qatar, Koweït, Iran et Autriche)

Délégué et Président de la délégation équatorienne à diverses sessions de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Caracas)

Représentant principal de l'Equateur et Président de la Sous-Commission technique des transports entre l'Equateur et le Brésil

Représentant de l'Equateur aux séminaires organisés par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (Costa Rica)

Président de la délégation équatorienne à la Réunion sur l'utilisation de l'orbite géostationnaire (Bogota)

Président de la délégation équatorienne à la réunion de l'Union internationale des télécommunications (Genève)

Président de la délégation équatorienne à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur la question du désarmement

Représentant de l'Equateur et Président de la délégation à diverses sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (New York)

Président de la délégation équatorienne à la huitième Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains

Président de la délégation équatorienne à la dix-septième réunion consultative de l'OEA

Président de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays andins, tenue en préparation de la réunion présidentielle de Carthagène

Président de la délégation équatorienne à la réunion commémorative du 21ème anniversaire de la Déclaration de Santiago

Président de la délégation équatorienne à des réunions de caractère politique et juridique, ou concernant les droits de l'homme, les droits de l'enfant, etc., dans le cadre des Nations unies

Représentant de l'Equateur et Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies

Vice-président de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies

Décorations et distinctions honorifiques :

A reçu les décorations suivantes :

Commandeur de l'ordre du "Trésor sacré" du Japon
Commandeur de l'ordre national du mérite de l'Equateur
Grand Cordon de Bolivar du Pérou
Commandeur de l'Ordre du mérite du Pérou
Grand officier de l'Ordre de Sainte Brigitte (Suède)
Grand-croix de l'Ordre national du mérite de l'Equateur
Grand-croix de l'Ordre de Saint-Charles (Colombie)
Grand-croix de l'ordre du Baron de Rio Branco (Brésil)
Grand-croix de l'ordre de Boyacá (Colombie)
Grand-croix de l'ordre de Bernardo O'Higgins (Chili)
Grand-croix de l'ordre de Cruceiro do Sul (Brésil)
Grand-croix de l'ordre du mérite d'Italie
Grand-croix de l'ordre Aguila Azteca (Mexique)
Grand-croix de l'ordre "Bolivar libérateur" (Venezuela)
Grand-croix de l'ordre de San Marin (Argentine)
Grand-croix de l'ordre du Soleil du Pérou
Grand-croix de l'ordre du Drapeau de Hongrie
Grand-croix de l'ordre de Belgique
Grand-croix de l'ordre du mérite du Pérou

Autres activités :

A participé à des séminaires et à des tables rondes organisés par l'Académie internationale de la paix, par la Fondation Stanley et par le Conseil des diplomates étrangers sur le droit international, le droit humanitaire et l'analyse politique.

M. CARLOS LARREATEGUI NARDI (suppléant)
(Candidature présentée par le Gouvernement équatorien)

Date de naissance : 24 novembre 1958

Etudes primaires et secondaires :

Collège américain de Quito 1964-1976

Activités et honneurs :

Concours d'art oratoire, premier prix	1971-1973
Secrétaire du Conseil étudiant	1973-1974
Vice-président du Conseil étudiant	1974-1975
Président du Conseil étudiant	1975-1976

Etudes universitaires :

Université catholique pontificale de l'Equateur, Faculté de jurisprudence - Docteur en jurisprudence	1977-1983
---	-----------

Activités et honneurs :

Membre de l'Association de l'Ecole de droit	1977-1978
Représentant étudiant au Conseil de faculté	1980-1981
Président de l'Association de l'Ecole de droit	1980-1982
Rédacteur de la Revue annuelle de l'Association de l'Ecole de droit	1981

Hautes études universitaires :

London School of Economics (Londres), School of Government, M. Sc. Politics	1983-1984
Université de Genève (Suisse), Institut de Hautes Etudes internationales, Programme de doctorat ès Sciences politiques	1985-1988
Ecole de langue et civilisation française, diplôme	1987

Cours spéciaux :

Cour internationale de Justice de La Haye, Droit international privé, cours d'été	1987
--	------

Institut de droit du développement (Rome)
Séminaire sur les contrats d'investissement et
les coentreprises juin 1989

UNCITRAL (Vienne),
Séminaire sur les instruments juridiques internationaux mai 1989

Expérience professionnelle :

Assistant du conseiller juridique de l'Encyclopédie
britannique pour l'Equateur 1977-1980

Professeur au Collège américain de Quito 1980-1982

Professeur titulaire de sciences politiques à l'Université
catholique pontificale 1988

Avocat à l'Etude juridique de Me Edgar Terán T. 1989-1990

Avocat en libre exercice, étude Larreátegui et Fabara 1990-1992

Sous-secrétaire général de l'administration publique
à la Présidence de la République 1992

Autres activités :

Président de la société ELECTROLUX C.A. 1990

Président de la Chambre de commerce franco-équatorienne 1993

M. MIGUEL LIMON ROJAS (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement mexicain)

Date de naissance : 17 décembre 1943

Lieu de naissance : Mexico, D.F.

Etudes : Licence en droit

Activités universitaires :

Etudes professionnelles à la Faculté de droit de l'Université nationale autonome de Mexico (1963-1967)

Hautes études universitaires à l'Université d'Aix-Marseille (France) (1968-1969)

Professeur de droit constitutionnel à l'Université nationale autonome de Mexico

Professeur de l'Université autonome métropolitaine

Directeur de la Division sciences sociales et humanités de l'Université autonome métropolitaine Azcapotzalco (1974-1978)

Secrétaire académique de l'Université pédagogique nationale (1978-1980)

Activités administratives et politiques :

Depuis 1971, a exercé diverses fonctions dans l'administration publique dont les suivantes :

Chef du Département démographique de la Direction générale de la population au Ministère de l'intérieur (1971-1972)

Conseiller du Secrétaire de l'enseignement public (1978)

Directeur général pour les professions libérales (1978-1980)

Sous-Directeur des études sociales à l'Institut d'études politiques, économiques et sociales (1981-1982),
Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)

Sous-Secrétaire à la planification de l'enseignement,
Secrétariat de l'enseignement public (1982-1983)

Directeur général de l'Instituto Nacional Indigenista (1983-1988)

Sous-Secrétaire à la population et aux services des migrations,
Ministère de l'intérieur (1988-1993).

Président du Forum national des professionnels et techniciens
du PRI depuis 1993

Président de la section mexicaine de la Société internationale pour
le développement (organisation non gouvernementale) depuis 1992

Membre du Parti révolutionnaire institutionnel depuis 1972

Publications :

Auteur et coauteur de diverses publications touchant le droit
constitutionnel, les sciences politiques, l'éducation et l'indigénisme

M. HECTOR FIX-ZAMUDIO (suppléant)
(Candidature présentée par le Gouvernement mexicain)

Licence en Droit de l'Université nationale autonome de Mexico en 1956; doctorat en droit de cette même université en 1972; professeur titulaire de droit d'amparo à la faculté de droit de la même université; cours sur le pouvoir judiciaire à la Division des études supérieures de la faculté susmentionnée; Directeur de l'Institut de droit comparé, rebaptisé Institut de recherche juridique, de l'Université de Mexico (1966-1978); actuellement chercheur titulaire émérite à temps complet dans cet institut.

A donné des cours et des conférences à l'Institut de recherche juridique, dans diverses facultés de droit des universités des entités fédérales du Mexique ainsi que dans les facultés de droit des Universités des Andes et de Carabobo (Venezuela), de Valladolid (Espagne), de Perugia (Italie) ainsi que de Munich et Hambourg (Allemagne).

A été nommé Président de l'Institut latino-américain de droit constitutionnel et réélu à diverses reprises; membre de diverses sociétés scientifiques nationales et internationales telles que l'Institut international latino-américain et l'Institut espagnol de procédure, l'Institut de droit agraire international et comparé, l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg, l'Académie mexicaine de législation et de jurisprudence, etc.

Auteur de neuf ouvrages : El juicio de amparo, Mexico, Porrúa, 1964; Veinticinco años de evolución de la Justicia Constitucional, Mexico, UNAM, 1968; Constitución y Proceso Civil en Latinoamérica, Mexico, UNAM, 1974; Protección procesal de los derechos humanos ante las Jurisdicciones nacionales, Madrid, UNAM-Civitas, 1982; Introducción a la justicia administrativa en el ordenamiento mexicano, Mexico, Colegio Nacional, 1983; Metodología, enseñanza e investigación jurídicas, 3ème éd., UNAM-Porrúa, 1988; Los tribunales constitucionales y los derechos humanos, 2ème éd., Mexico, 1991; Ensayos sobre derecho de amparo, Mexico, UNAM, 1993; Justicia constitucional, Ombudsman y derechos humanos, Mexico, Comisión Nacional de Derechos Humanos, 1993. Est aussi l'auteur de nombreux articles juridiques, concernant en particulier la procédure, le droit constitutionnel et le droit comparé, publiés dans des revues spécialisées mexicaines et étrangères.

Avant de se consacrer entièrement à sa tâche à l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), M. Fix-Zamudio a exercé diverses fonctions dans le cadre du Pouvoir judiciaire fédéral auquel il a appartenu pendant 19 ans.

En 1963, a reçu l'un des prix décernés chaque année par l'Académie de recherche scientifique.

A été désigné comme membre du Collège national le 1er avril 1974.

En mai 1981, a été élu membre du Conseil d'administration de l'UNAM. Son mandat s'est terminé en mars 1989.

En 1982, a reçu le Prix national d'histoire, de philosophie et de sciences sociales.

M. LOUIS JOINET (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement français)

Louis Joinet, 59 ans (nationalité française), magistrat (avocat général à la Cour de cassation), ancien Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Louis Joinet est né le 26 mai 1934 à Nevers (Nièvre). Marié, il est père de cinq enfants. Ancien éducateur, puis instituteur, il est entré en 1963 à l'Ecole nationale de la magistrature, dont il est sorti en 1966 major de sa promotion.

Affecté au Ministère de la justice (1966), il se voit confier le Secteur juridique concernant la politique foncière et l'aménagement du territoire. Juge au Tribunal de Melun de 1970 à 1972, il exerce également, pendant cette période, les fonctions de Rapporteur pour les questions de justice au Commissariat général du Plan (Vème Plan), puis de Rapporteur de la Commission de réforme des études de droit, présidée par M. Olivier Guichard, alors Ministre de l'éducation nationale.

De retour au Ministère de la justice en 1973, il est nommé à la Direction des affaires civiles dont il dirige le Service de la recherche (Etude des conséquences de l'innovation technologique sur l'évolution du droit).

En 1978, Louis Joinet est nommé directeur de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Affecté au parquet de Paris (1980-1981) comme Substitut du procureur de la République, il entre, en juin 1981, au Cabinet du Premier Ministre, pour traiter des questions de justice, de libertés publiques et de droits de l'homme. A ce titre, il est conseiller juridique des premiers ministres successifs : Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Edith Cresson et Pierre Bérégovoy et, depuis avril 1993, à la présidence de la République.

De 1988 à 1991, Louis Joinet a siégé au parquet général de la Cour de cassation en qualité d'avocat général.

Activités internationales :

Louis Joinet est ancien membre (1985-1992) du Conseil des experts internationaux qui siège auprès du Président du comité international de la Croix-Rouge à Genève.

Réélu pour la troisième fois consécutive à la Sous-Commission, il s'est vu confier au cours de ces trois mandats, en tant que Rapporteur spécial, les études et rapports suivants :

Les législations d'amnistie et leur rôle dans la promotion et la protection des droits de l'homme (1985);

L'élaboration de principes directeurs concernant le recours à des fichiers de personnes informatisés (1988);

L'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression, avec
M. Danilo Turk, corapporteur (1989);

La pratique de l'internement administratif dans le monde (1990);

L'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des avocats dans
l'exercice de leur profession (1991);

La lutte contre l'impunité des auteurs de violations des droits de
l'homme (1992), avec son collègue M. El-Hadji Guissé.

1987 Louis Joinet est élu rapporteur général de la Sous-Commission
de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la
protection des minorités

1991 Il est élu successivement :

Président de la quarante-troisième session de la
Sous-Commission

Président du groupe de travail des Nations Unies sur la
détention arbitraire et, à ce titre, membre du Comité
préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de
l'homme (Vienne, juin 1993)

1992 Président du Groupe de travail sur la réforme des méthodes de
travail de la Sous-Commission

1992-1993 Rapporteur auprès de M. Tadeusz Mazowiecki, ancien Premier
Ministre de Pologne, Rapporteur spécial de la Commission des
droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme
commises en ex-Yougoslavie

1993 Représentant du Groupe de travail sur la détention arbitraire
à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne

OCDE

1978 Vice-Président du Comité d'experts chargé d'élaborer des
principes directeurs relatifs à l'informatique et à la
protection de la vie privée

Conseil de l'Europe

- 1975 Chef de la délégation française au Comité d'experts sur l'informatique juridique
- 1978 Président du Comité d'experts chargé d'élaborer la Convention européenne sur l'informatique et la protection de la vie privée
Membre du Comité d'experts chargé de réglementer les banques de données utilisées à des fins statistiques et de recherche
- 1990 Vice-Président de la Commission européenne pour la démocratie par le droit

CEE

- 1977 Chef de la délégation française au Comité d'experts chargé de la mise en oeuvre de la banque de données CELEX

Fondation européenne de la science

- 1979 Représentant de la France, au titre du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), près le Comité d'experts sur les banques de données statistiques et de recherche

Activités privées :

Ancien secrétaire général (1968), puis président (1970) du Syndicat de la magistrature, M. Joinet est membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (France) depuis 1978

Membre du Comité pour la célébration du Vème Centenaire de la rencontre des deux mondes

Président de "Hors les murs", association nationale pour le développement et la promotion des arts de la rue.

M. EMMANUEL DECAUX (suppléant)
(Candidature présentée par le Gouvernement français)

Date et lieu de naissance : 9 décembre 1947 à Neuilly-sur-Seine

Nationalité : Française

Adresse personnelle : 11 rue de Chartres, 92200 Neuilly-sur-Seine
tél. (1) 47.38.18.09
fax : (1) 46.41.04.31

Fonctions actuelles :

Professeur de droit public à l'Université de Paris X Nanterre

Diplômes :

Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (service public)
(1969)

Diplôme d'études supérieures de droit public, Université de Paris II
(1972)

Diplôme d'études supérieures de science politique, Université de Paris II
(1972)

Doctorat d'Etat en droit public : "le principe de la réciprocité des
actes juridiques et des obligations internationales", Université de
Paris II (1978)

Agrégation de droit public, concours (1988)

Carrière universitaire :

Chargé de cours à l'Université de Paris VIII (1972-1980)

Maître-assistant puis maître de conférences à l'Université de Paris X
(1980-1988)

Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris
(1980-1988)

Professeur à l'Université du Maine (1988-1992)

Professeur à l'Université de Paris X (depuis 1992)

Enseignements extérieurs :

Cours à l'Institut des hautes études internationales de Paris (IHEI) (1989)

Directeur des études à l'Académie de droit international de La Haye, session de droit international public (1989)

Cours à l'Inter-University Center de Dubrovnik, session de droit international et de relations internationales (1990)

Cours à l'Institute of International Public Law and International Relations de Thessalonique (1992)

Cours à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (Institut Cassin) (1993)

Principales activités juridiques :

Expert pour le Ministère des Affaires étrangères dans l'arbitrage franco-canadien sur le droit de filetage dans le Saint-Laurent (1985-1986)

Chef du bureau du droit comparé et du droit international, à la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques du Ministère de l'intérieur (1986-1988)

Participation à la Commission juridique franco-soviétique, Moscou (octobre 1989) et Paris (mars 1990)

Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, au titre des "personnalités choisies en raison de leur compétence dans le domaine des droits de l'homme" (depuis 1992)

a) Au Conseil de l'Europe

Membre du Comité directeur des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1987-1989) et de divers comités d'experts

Membre du Comité d'orientation du Centre d'information des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (depuis 1990) et du Comité de sélection des bourses du Conseil de l'Europe (id), Vice-Président du Comité de sélection en 1992 et 1993

b) Dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

Membre de la délégation française aux différentes réunions sur la dimension humaine de la CSCE : réunions de la Conférence sur la dimension humaine à Paris (1989), Copenhague (1990) et Moscou (1991), réunion d'experts sur les minorités nationales de

Genève (1991), séminaire sur les institutions démocratiques d'Oslo (1991), réunion sur la mise en oeuvre des engagements à Varsovie (1993)

c) Dans le cadre des Nations Unies

Membre de la délégation française lors de la présentation du deuxième rapport périodique de la France devant le Comité des droits de l'homme, New York (1988)

Participation à la quarante-sixième session (1990) et à la quarante-huitième session (1992) de la Commission des droits de l'homme

Membre de la délégation de la Commission nationale consultative française à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne (juin 1993)

Activités scientifiques :

Secrétaire général de la Société française pour le droit international (depuis 1993), après avoir été membre du Conseil (depuis 1990)

Membre de la branche française de l'International Law Association (depuis 1991)

Membre du Committee on the Enforcement of Human Rights Law

Membre de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg, Institut Cassin (depuis 1992)

Codirecteur du Centre de droit international de l'Université de Paris X Nanterre

Principales publications :

a) Ouvrages

La réciprocité en droit international, LGDJ, Paris, 1980 (préface de Paul Reuter)

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, PUF (1992)

Sécurité et coopération en Europe : les documents officiels du processus de Helsinki (1973-1992), collection "Retour aux textes", la Documentation française (1992)

b) Ouvrages collectifs

Commentaire de l'article 29 de la Charte des Nations Unies,
Jean-Pierre Cot et Alain Pellet (éd.), Economica, 1985 (2ème éd.,
1991)

Le Conseil de l'Europe, Jurisclasseur de droit international
(1986 et suiv.)

L'arbitrage entre sujets de droit international, Jurisclasseur de
droit international (1990 et suiv.)

Droit international et droits de l'homme, Hubert Thierry et
Emmanuel Decaux (éd.), Montchrestien, Cahiers du CEDIN No 5 (1990)

La CSCE : dimension humaine et règlements des différends,
Emmanuel Decaux et Alexandre Sicilianos (éd.), Montchrestien,
Cahiers du CEDIN No 8 (1993)

La Convention européenne des droits de l'homme,
Louis-Edmond Pettiti, Emmanuel Decaux et Pierre-Henri Imbert (éd.),
Economica, commentaire collectif, à paraître

c) Articles et rapports

Nombreux articles sur la jurisprudence de la Cour internationale de
Justice et le règlement des différends pour l'Annuaire français de
droit international ou la Revue générale de droit international
public

Chronique sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de
l'homme au Journal de droit international (depuis 1990)

Nombreuses conférences et participations à des colloques en France
et à l'étranger

Autres publications, notamment dans le domaine des droits de l'homme

"Le Statut du chef d'Etat déchu", Annuaire français de droit
international, 1980

"La mise en oeuvre du pacte international relatif aux droits civils
et politiques", Revue générale de droit international public, 1980

"L'intervention devant le juge", colloque de la Société française
pour le droit international, Les juridictions internationales
permanentes, Pédone, 1987

"La Convention européenne pour la prévention de la torture",
Annuaire français de droit international, 1988

"La genèse de la Déclaration universelle des droits de l'homme",
Bulletin de l'Association René Cassin No 10, 1989

"Responsabilité et réparation", colloque de la Société française pour le droit international : La responsabilité dans le système international, Pédone, 1991

"Le droit international et la protection des minorités", L'Événement européen No 16, 1991

"Frontières géographiques et aménagements juridiques", dans Frontières du droit, frontières des droits, l'introuvable statut de la "zone internationale", ANAFE, L'Harmattan, 1992

"Droit international et expériences nationales", rencontres internationales organisées par la Commission nationale consultative des droits de l'homme et la Commission internationale de juristes; Non à l'impunité, oui à la justice, CIJ, Genève, 1993

"Minorités nationales et droits culturels", Bulletin de la CSCE, 1993

Rapport français au colloque de Sienne, The Role of Domestic Courts in the Adjudication of International Rights, à paraître

Mme ERICA-IRENE A. DAES (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement grec)

Visiteur invité de droit international
Avocate principale à la Cour suprême
Présidente du Corps commun d'inspection
du système des Nations Unies

Nationalité : Grecque

Situation de famille :

Veuve d'Asterios A. Daes (ancien Président de la Cour suprême de
vérification des comptes de la Grèce, ancien Ministre des finances,
ancien Ministre des communications et des transports)

Adresse permanente :

20 Chemin François Lehman
Grand Saconnex
1218 GENEVE (SUISSE)

Téléphone :

Domicile : téléphone et télécopie (4122) 788.07.85
Bureau : (4122) 979.94.39

Etudes :

Maîtrise de l'Université d'Athènes - Facultés de

- a) droit
- b) sciences politiques et économiques

Doctorat de l'Université d'Athènes

Etudes également suivies à l'Université de Cambridge, à l'Université
de Londres (University College), à l'Université d'Heidelberg et à
l'Académie de droit international de La Haye

Activités professionnelles :

- 1949-1950 a) Administratrice principale et responsable du service
financier du sanatorium Penteli pour étudiants des
universités et autres établissements d'enseignement
supérieur de Grèce
- 1950-1952 b) Administratrice principale au Ministère de la santé et de
l'aide sociale
- 1953-1968 c) Conseillère juridique de l'Entreprise publique
d'électricité

Autres activités :

- a) Membre des comités du Ministère de la justice chargés d'élaborer des projets de lois fondamentales, des textes législatifs, etc.
- b) Membre fondateur et Secrétaire générale de l'association panhellénique des femmes du Parti libéral grec
- 1980 c) Secrétaire générale de l'Association hellénique pour les Nations Unies
- d) Vice-Présidente et membre du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)
- e) Chef ou membre de délégations ou de missions grecques à des conférences, congrès et colloques internationaux et des consultations mondiales
- f) Membre de diverses associations et sociétés professionnelles et scientifiques

Fonctions exercées depuis 1965 au sein du Système des Nations Unies :

- Depuis 1965 Représentante de la Grèce aux Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale à sa vingt et unième session
- Représentante de la Grèce à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale de la vingt-troisième à la vingt-septième session et de la trente et unième à la trente-sixième session
- Vice-Présidente de la Troisième Commission de l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session
- Membre de plusieurs groupes de travail établis par la Troisième Commission en vue de l'élaboration d'un projet de dispositions pour la mise en oeuvre des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme
- Membre de la Commission du développement social (quatorzième, quinzième et seizième sessions). Membre du Groupe de travail chargé de rédiger le texte de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social
- Représentante de la Grèce au Comité social du Conseil économique et social et aux séances plénières de celui-ci lors de quatre sessions
- Membre de la Commission de la condition de la femme

Présidente du Groupe de travail chargé d'élaborer le Programme pour l'Année internationale de la femme

Membre de la délégation grecque à la vingtième session de la Conférence générale de l'UNESCO (Paris)

Membre et Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Membre du Groupe de travail chargé d'étudier les aspects juridiques, politiques, économiques, sociaux et culturels du droit à l'autodétermination

Présidente du Groupe de travail qui a élaboré le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Vice-Présidente de la vingt-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

A participé au cycle d'études des Nations Unies sur la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux (Varsovie, Pologne)

Participante et animatrice des débats au cycle d'études des Nations Unies sur les problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement (Nicosie, Chypre)

A participé au Séminaire des Nations Unies sur les institutions nationales et locales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Genève)

A participé au Séminaire de l'UNESCO sur l'enseignement des droits de l'homme (Sofia, Bulgarie)

Rapporteur de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Présidente de la trente-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Depuis 1984 Présidente et Rapporteur du Groupe de travail des Nations Unies sur les population autochtones

1986-1990 Professeur invité à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie)

- Octobre 1988 Expert à la Consultation mondiale des Nations Unies sur le racisme et la discrimination raciale (Genève, 3-6 octobre 1988)
- Novembre 1988 Participante et conférencière au stage de formation sur l'administration de la justice et les droits de l'homme organisé par les Nations Unies à l'intention des pays d'Europe orientale (Moscou, 21-25 novembre 1988)
- Janvier 1989 Représentante du Groupe de travail sur les populations autochtones au Séminaire sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre populations autochtones et Etats (Genève, 16-20 janvier 1989)
- Septembre 1989 Présidente du Séminaire des Nations Unies sur le dialogue culturel entre les pays d'origine et les pays d'accueil des travailleurs migrants (Athènes, 18-26 septembre 1989)
- 1989-1991 Conseillère principale et expert aux réunions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) tenues à Copenhague, Genève et Moscou
- Octobre 1989 Vice-Présidente de la trente-deuxième Assemblée plénière de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (Moscou, 9-14 octobre 1989)
- Depuis janvier 1991
Inspectrice, membre du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies
- Janvier 1992 Vice-Présidente du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies
- Depuis janvier 1993
Présidente du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies

Enseignement et conférences :

Conférences sur des questions de droit international, dont les droits de l'homme, le droit humanitaire et les relations internationales, ainsi que sur des questions concernant la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle et les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Déclaration et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la protection des minorités, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, le rôle et l'avenir de l'Organisation des Nations Unies, le maintien de

la paix et de la sécurité mondiales, le nouvel ordre économique et les droits de l'homme, les droits et obligations des femmes en droit comparé contemporain, le droit applicable dans les conflits armés, le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les résultats qu'elles ont à leur actif, les droits des peuples autochtones, etc., prononcées à l'Université du Minnesota, à l'University College de Londres, à l'Université des Territoires du Nord, à l'Université d'Ottawa, à l'Université du Saskatchewan, à l'Institut universitaire européen (Florence, Italie), à l'Institut des relations internationales de l'Académie diplomatique russe (Moscou), etc.

Publications :

Divers ouvrages ainsi que des articles et des critiques de livres (en grec et en anglais) parus dans des revues, bulletins et journaux de droit grecs et étrangers, et concernant en particulier la Charte, le droit international, les droits de l'homme, les droits économiques et le développement, l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid, des thèmes abordés par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), la protection des minorités et la protection des droits des peuples autochtones, etc.

Publications récentes :

- a) "The Charter of Paris for a New Europe", publié dans International Co-operation, Bulletin of the Greek Association for the United Nations, vol. 50, mars 1992
- b) "The question of minorities within the framework of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE)", publié dans Essays in Memory of Atle-Grahl Madsen, Heidelberg, 1993
- c) "Some considerations on the Right of indigenous peoples to self-determination", dans Iowa Journal, Transnational Law and contemporary Problems, vol.3:1, 1993, p. 2 à 11
- d) "New types of war crimes and crimes against humanity: Violations of international humanitarian and human rights law", Annuaire international de Genève, vol. III, 1993, p. 55 à 78

Etudes réalisées pour le compte de l'Organisation des Nations Unies :

- a) "Les devoirs de l'individu envers la communauté, et les limitations des droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, contribution à l'étude de la liberté garantie à l'individu par la loi" (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.XIV-1/1983) (2ème édition)

- b) "Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique - Directives, principes et garanties pour la protection des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux" (E/CN.4/Sub.2/1983/17 et Add.1)
- c) "Condition de l'individu et droit international contemporain" (E/CN.4/Sub.2/1989/40), publication des Nations Unies (Campagne mondiale pour les droits de l'homme), numéro de vente : F.91.XIV.3, série d'études 4
- d) Projet de déclaration universelle sur les droits des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1989/33 et E/CN.4/Sub.2/1992/28 et note explicative pertinente)
- e) Protection de la propriété intellectuelle et des biens culturels des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1993/28)

Distinctions :

1945 Distinction décernée par le Quartier général des forces alliées du Moyen-Orient à Erica Papastamataki (Daes) pour "services rendus à la cause de la libération de l'Europe" en qualité de membre actif du mouvement de libération nationale dans l'île de Crète (Grèce) au cours de la seconde guerre mondiale

Distinction conférée par le Ministre grec de la Défense nationale (Décision ministérielle No 483/72/863889) au titre de "combattante de la liberté" (Dossier 123866) pendant la seconde guerre mondiale

Remerciements de l'Organisation des Nations Unies :

Le Président de l'Assemblée générale (Son Excellence M. Stanislaw Trepczynski, Pologne) a rendu un vibrant hommage à Mme Daes "pour l'aide généreuse et le précieux concours qu'elle a apportés à la conduite efficace des débats de la vingt-septième session de l'Assemblée générale"

Prix des droits de l'homme, 1993

Mme CLAIRE PALLEY (expert)
(Candidature présentée par le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Renseignements personnels :

Née en 1931

Fonctions actuelles :

Depuis 1991 - Membre du Lord Chancellor's Advisory Committee on Legal Education and Conduct du Royaume-Uni

Depuis 1980 Conseillère constitutionnelle auprès de la République de Chypre

Depuis 1988 Membre de la Sous-Commission contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Postes universitaires précédemment occupés :

1984-1991 Directrice de St Anne's College (Oxford)

1973-1984 Professeur de droit à l'Université du Kent, Cantorbéry

1974-1982 Directrice du Darwin College, Université du Kent

1971-1973 Doyenne de la faculté de droit de la Queen's University de Belfast

1970-1973 Professeur de droit public à la Queen's University de Belfast

1966-1970 Assistante et chargée d'enseignement en droit à la Queen's University de Belfast

1960-1965 Assistante en droit, University College de Rhodésie et du Nyassaland

1953-1955 Assistante en droit commercial à l'Université du Cap

Formation universitaire et diplômes :

1948-1950 Université du Cap, B.A. (mention droit constitutionnel)

1951-1952 Université du Cap, LL.B. (licence en droit)

1961-1965 Université de Londres, Ph. D. in Law (doctorat d'Etat en droit)

- 1984 Université d'Oxford, M.A. (par décret)
- 1991 Queen's University de Belfast, LL.D. doctorat en droit
(Hon.)

Qualifications professionnelles :

- 1953 Avocate à la Cour suprême d'Afrique du Sud
- 1963 Avocate à la Cour suprême de Rhodésie
- 1969 Barreau (Middle Temple)

Fonctions publiques et autres :

- Depuis 1976 Administratrice et membre du Conseil d'administration du
Minority Rights Group
- 1988-1992 Conseillère constitutionnelle auprès des Chypriotes grecs
- 1980-1985 A participé à des pourparlers intercommunautaires tenus
grâce aux bons offices du Secrétaire général de l'ONU à
Nicosie et à New York
- 1989-1991 Administratrice du British Institute of Human Rights
- 1991 Conseillère constitutionnelle auprès du Democratic
Unionist Party (à propos de l'Irlande et de l'Irlande du
Nord)
- 1987-1990 Membre du Discipline Appeals Tribunal, The Securities
Association (en vertu du Financial Services Act)
- 1985 Consultante auprès de la Foundation for International
Conciliation (Afrique du Sud)
- 1980 et 1976 Consultante auprès de la Commission internationale de
juristes (questions touchant les minorités et l'Irlande
du Nord)
- 1979 Consultante auprès de l'Organisation internationale du
Travail (questions concernant le Zimbabwe)
- 1974-1979 Présidente du South East Area Committee, National
Association of Citizens' Advice Bureaux
- 1976 Conseillère constitutionnelle auprès de l'African
National Council de Rhodésie pour les pourparlers tenus à
Salisbury et Genève
- 1976 Consultante auprès de la Convention d'Irlande du Nord

Affectation dans l'enseignement

1975-1981	Membre du Conseil de l'Ecole polytechnique de la South Bank
1977-1982	Membre du Legal Studies Panel du Council for National Academic Awards
1980-1982	Membre de la Commission des bourses du Commonwealth
1984-1985	Membre de la Commission consultative nationale du Royaume-Uni sur l'UNESCO
1987-1990	Membre du Conseil d'administration de l'Institute of Development Studies (Sussex)

Fonctions éditoriales :

1976-1980	Membre du Conseil d'administration de <u>Human Rights Review</u> , Oxford University Press
1974-1987	Membre du Conseil d'administration de la Library of Modern Legal Studies, Sweet and Maxwell

Conférencière occasionnelle dans diverses universités, dont les suivantes :

University College, à Londres; London School of Economics; Institutes of Commonwealth Studies and of Race Relations à Londres; Oxford; Edimbourg; Dundee; Lancaster; Sussex; New University of Ulster; Trinity College à Dublin; Salzbourg; Copenhague

Publications

1. The Constitutional History and Law of Southern Rhodesia 1888-1964: with special reference to Imperial Control, Clarendon Press, 1966
2. The Evolution, Disintegration and Possible Reconstruction of the Northern Ireland Constitution, Barry Rose Publications et Institute of Irish Studies, 1972
3. The United Kingdom and Human Rights, Sweet and Maxwell, 1991 (the 1990 Hamlyn Lectures)

Contributions à des ouvrages, articles, brochures, manuscrits demandés pour des organismes internationaux et des conférences, notes pour l'établissement de dossiers, émissions de radio, etc. : en trop grand nombre pour permettre une énumération ici.

M. JOHN MERRILLS (suppléant)
(Candidature présentée par le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Renseignements personnels :

Né en 1942, marié, deux enfants

Fonctions actuelles :

Depuis 1985 Professeur de droit international public à l'Université
de Sheffield

Depuis 1990 Suppléant de Mme Claire Palley à la Sous-Commission de la
lutte contre les mesures discriminatoires et de la
protection des minorités

Fonctions universitaires antérieures :

1980-1985 Chargé d'enseignement en droit international public à
l'Université de Sheffield

1974-1980 Maître de conférences à l'Université de Sheffield

1977-1978 Professeur invité à l'Université de Toronto

1966-1974 Chargé de cours et assistant à l'Université de Sheffield

1971 Chargé de cours invité à l'Université d'Auckland
(Nouvelle-Zélande)

Etudes et diplômes

1964 Queen's College (Oxford), B.C.L.

1970 Queen's College (Oxford), M.A.

Ouvrages publiés

1. The Development of International Law by the European Court of Human Rights, (2ème éd.), Manchester University Press, 1993
2. Human Rights in Europe, (3ème éd.), avec A.H. Robertson, Manchester University Press, 1993
3. International Dispute Settlement (2ème éd.), Grotius, Cambridge, 1991

4. Human Rights in the World (3ème éd.), avec A.H. Robertson, Manchester University Press, 1989

Autres publications

Auteur du compte rendu annuel des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme dans le British Year Book of International Law (depuis 1983) et de nombreux articles publiés dans des périodiques juridiques en Grande-Bretagne, au Canada, en Australie et aux Etats-Unis sur le droit international et en particulier sur les droits de l'homme et le règlement des différends internationaux

A contribué régulièrement à des conférences, réunions, etc. sur le droit international, notamment pour l'Académie de droit international de La Haye en 1983

Annexe II

LISTE DES MEMBRES ACTUELS DE LA SOUS-COMMISSION
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note : L'année indiquée en regard des noms des membres et des suppléants de la Sous-Commission est l'année à laquelle leur mandat prend fin; ce mandat prend fin après élection des membres de la Sous-Commission à la cinquantième (1994) ou à la cinquante-deuxième (1996) session de la Commission des droits de l'homme.

Etats africains

Mme Judith Sefi Attah *Mme Christy Ezim Mbonu	(Nigéria)	(1994)
M. El Hadji Guissé *M. Ndary Toure	(Sénégal)	(1994)
M. Ahmed Khalifa *M. Ahmed Khalil	(Egypte)	(1996)
Mme Fatma Zohra Ksentini *Mme Farida Aiouaze	(Algérie)	(1994)
M. Saïd Naceur Ramadhane *M. Abdelfettah Amor	(Tunisie)	(1996)
Mme Halima Embarek Warzazi *M. Mohamed Benkaddour	(Maroc)	(1996)
M. Fisseha Yimer	(Ethiopie)	(1996)

Etats asiatiques

M. Awn Shawkat Al-Khasawneh *M. Waleed M. Sadi	(Jordanie)	(1994)
M. Muksum-Ul-Hakim *M. Tofazzal Hossain Khan	(Bangladesh)	(1996)
M. Ribot Hatano *M. Yozo Yokota	(Japon)	(1996)
M. Rajindar Sachar	(Inde)	(1994)
M. Tian Jin	(Chine)	(1994)

* Suppléant(e).

Etats d'Europe orientale

M. Volodymyr Boutkevitch *M. Olexandre Kouptchichine	(Ukraine)	(1996)
M. Stanislav V. Tchernitchenko *M. Teimouraz O. Ramichvili	(Fédération de Russie)	(1994)
M. Ioan Maxim *M. Petru Pavel Gavrilescu	(Roumanie)	(1996)

Etats d'Amérique latine

M. Miguel Alfonso Martínez *Mme Marianela Ferriol Echevarría	(Cuba)	(1996)
M. Leandro Despouy *M. Juan Carlos Hitters	(Argentine)	(1994)
Mme Clemencia Forero Ucros *M. Jorge Orlando Melo	(Colombie)	(1996)
M. Claude Heller *M. Héctor Fix Zamudio	(Mexique)	(1994)
M. Gilberto Vergne Saboia *Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves	(Brésil)	(1994)

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

M. Marc Bossuyt *M. Guy Genot	(Belgique)	(1996)
Mme Linda Chavez	(Etats-Unis d'Amérique)	(1996)
Mme Erica-Irene A. Daes *M. Alexis Heraclides	(Grèce)	(1994)
M. Asbjørn Eide *M. Jan Helgesen	(Norvège)	(1996)
M. Louis Joinet *M. Alain Pellet	(France)	(1994)
Mme Claire Palley *M. John Merrills	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	(1994)
